



CAMEROUN

Mai 2020

DEMANDES DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE, DE PROROGATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITE ELARGIE DE CREDIT, ET DE REECHELONNEMENT DE L'ACCES — COMMUNIQUE DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ; ET DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE CAMEROUN

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide, les documents ci-après ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI en vue de son examen par le conseil d'administration le 4 mai 2020. Ce rapport a été rédigé à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 16 avril 2020 avec les autorités camerounaises sur l'évolution et les politiques économiques du pays qui sous-tendent l'accord conclu avec le FMI au titre de la facilité de crédit rapide. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 28 avril 2020.
- Une **analyse de viabilité de la dette** effectuée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **déclaration des services du FMI** sur l'évolution récente de la situation.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour le Cameroun.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément :

Lettre d'intention adressée au FMI par les autorités du Cameroun*

*Figure aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org. Site web : <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 226 millions de dollars en faveur du Cameroun pour aider le pays à faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

- *Le FMI a approuvé un décaissement de 226 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour aider les autorités camerounaises à répondre aux besoins urgents de financement de leur balance des paiements dus à la pandémie de COVID-19 et aux chocs sur les termes de l'échange provoqués par la chute brutale des prix du pétrole.*
- *Le FMI a également approuvé la demande que les autorités ont présentée en vue d'une prolongation jusqu'au 30 septembre 2020 de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), qui doit expirer le 25 juin 2020, et d'un rééchelonnement de l'accès aux ressources dans le cadre de cet accord.*
- *Pour atténuer les répercussions de la pandémie, le gouvernement a pris plusieurs mesures visant à endiguer la propagation du virus, à augmenter les dépenses de santé, à renforcer les dispositifs de protection sociale en place et à venir en aide aux entreprises et aux ménages touchés.*

Washington, le 4 mai 2020. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé ce jour en faveur du Cameroun un décaissement au titre de la [facilité de crédit rapide \(FCR\)](#) équivalent à 165,6 millions de DTS (environ 226 millions de dollars, ou 60 % de sa quote-part) pour aider le pays à satisfaire les besoins urgents de financement de sa balance des paiements dus à la pandémie de COVID-19. La pandémie de COVID-19 et les chocs sur les termes de l'échange dus à la forte chute des prix du pétrole ont d'importantes incidences sur l'économie camerounaise, qui a enregistré une chute historique du taux de croissance de son PIB réel.

Les autorités ont pris plusieurs mesures pour endiguer la propagation de la maladie, y compris augmenter les dépenses de santé et les dépenses sociales et venir en aide aux entreprises et aux ménages touchés. Toutefois, en raison d'une nette détérioration des perspectives macroéconomiques et d'un affaiblissement de la situation budgétaire, dû à une baisse des recettes combinée à une augmentation des dépenses directes sur le plan sanitaire et social, des besoins urgents de financement extérieur et budgétaire se font sentir. L'aide du FMI contribuera à satisfaire les besoins immédiats de financement extérieur et à préserver l'espace budgétaire nécessaire aux dépenses de santé liées au COVID-19. Elle devrait aussi permettre d'accélérer la mobilisation de fonds supplémentaires en provenance d'autres donateurs.

À l'issue des débats du conseil d'administration sur le Cameroun, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président par intérim du Conseil a fait la déclaration ci-après :

« Le Cameroun fait face à de sérieuses difficultés dues aux effets cumulés de la pandémie de COVID-19 et des chocs sur les termes de l'échange. La faiblesse de la demande mondiale, la

baisse des prix des produits de base et les mesures d'endiguement au niveau national pèsent sur les perspectives et ont de graves répercussions économiques et sociales. Ces chocs ont donné lieu à de fortes tensions budgétaires et à un besoin urgent de financement de la balance des paiements.

Les autorités agissent avec détermination pour limiter la propagation du virus et ses effets sur le plan économique et social. Elles ont mis en œuvre de solides mesures d'endiguement et d'atténuation de la crise et augmentent les dépenses visant à renforcer leur intervention dans le domaine de la santé. Des mesures supplémentaires actuellement à l'étude permettront de soutenir les ménages et les entreprises vulnérables.

Étant donné le caractère soudain et impérieux des chocs, mettre en œuvre des politiques budgétaire et monétaire accommodantes pour atténuer les répercussions de l'épidémie sur le plan humain et économique se justifie. Les autorités restent toutefois attachées au programme de réformes défini dans le cadre de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Elles prévoient de procéder à des ajustements pour revenir sur la voie de l'assainissement des finances publiques une fois la crise passée, afin de préserver la viabilité de la dette et d'assurer une forte reprise.

Le financement d'urgence du FMI au titre de la FCR aidera le gouvernement à atténuer les répercussions du double choc. Il sera essentiel d'obtenir une aide supplémentaire auprès des partenaires au développement pour satisfaire les besoins de financement restants. Il faudra également assurer un contrôle budgétaire rigoureux et faire preuve de transparence pour que l'aide accordée au titre de la FCR permette d'atteindre les objectifs visés. »

Informations supplémentaires

Outil de suivi des prêts du FMI (demandes de financement d'urgence approuvées par le conseil d'administration du FMI)

<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>

Calendrier du conseil d'administration du FMI

<https://www.imf.org/external/NP/SEC/bc/eng/index.aspx>



CAMEROUN

DEMANDES DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE, DE PROROGATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITE ELARGIE DE CREDIT, ET DE REECHELONNEMENT DE L'ACCES

RESUME

Contexte. Le Cameroun fait face à des besoins urgents de financement en raison des effets cumulés de la pandémie de COVID-19 et des chocs sur les termes de l'échange. Sur le plan extérieur, il est exposé à des chocs sur la demande et l'offre en raison du ralentissement économique de ses principaux partenaires commerciaux (Chine et Europe) et de la chute des cours du pétrole. Sur le plan intérieur, les efforts déployés pour limiter le nombre de cas de COVID-19, qui a rapidement augmenté depuis le 6 mars 2020, devraient davantage freiner la croissance et creuser les déficits budgétaire et courant.

Demande d'une aide du FMI. Compte tenu du manque d'amortisseurs suffisants et de l'urgence des besoins de financement de la balance des paiements causés par la pandémie de COVID-19, les autorités sollicitent une aide financière au titre du guichet des chocs exogènes de la facilité de crédit rapide (FCR) et un décaissement immédiat de 165,6 millions de DTS, l'équivalent de 60 % de la quote-part du Cameroun, à condition que le conseil d'administration approuve également une prorogation jusqu'au 30 septembre 2020 de l'accord au titre de la FEC, qui devrait arriver à échéance le 25 juin 2020, ainsi qu'un rééchelonnement de l'accès.

Politique macroéconomique et accompagnement du FMI. La priorité immédiate des autorités est d'accroître les dépenses de santé et de protection sociale et de mener une politique budgétaire contracyclique afin de limiter la propagation de la maladie au Cameroun et ses conséquences humanitaires, économiques et financières. Le plan de préparation et de réponse du gouvernement prévoit une augmentation des dépenses de santé pour assurer la prévention et le contrôle des infections, améliorer la prise en charge des cas, mettre à niveau les installations de santé et former et accroître le personnel de santé. Les fonds destinés à la lutte contre la pandémie de COVID-19 seront soumis à la stricte application des procédures et contrôles budgétaires, avec notamment des audits. Le Cameroun reste attaché à son programme de réformes à moyen terme ; les autorités ont exprimé leur intérêt pour un nouvel accord après l'achèvement de la sixième et dernière revue du programme appuyé par la FEC.

Approuvé par
David Owen (AFR) et
Ashvin Ahuja (SPR)

Une équipe du FMI composée de M. Sy (chef d'équipe), MM. Benlamine et Tintchev (tous du département Afrique), M. Blache (département des marchés monétaires et de capitaux), M. Arnoud (département des finances publiques), Mme Schauer (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), MM. Nsengiyumva (représentant résident) et M. Tchakote (économiste local) a échangé des informations et s'est entretenue avec les autorités par visioconférence le 16 avril 2020.

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	3
ÉVOLUTION ECONOMIQUE AVANT LA PANDEMIE DE COVID-19	3
EFFETS DE LA PANDEMIE DE COVID-19	3
ENJEUX	7
ASSISTANCE DU FMI AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE	10
ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI	11
TABLEAUX	
1. principaux indicateurs économiques et financiers, 2018-25	13
2a. opérations de l'administration centrale, 2018-25	14
2b. opérations de l'administration centrale, 2018-25	15
3. balance des paiements, 2018-25	16
4. situation monétaire, 2018-25	17
5. indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020-33	18
6a. calendrier initial des décaissements dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, 2017-20	19
6b. nouveau calendrier de décaissements proposé dans le cadre de la FEC, 2017-20	19
APPENDICE	
I. Lettre d'intention	20

CONTEXTE

1. La pandémie de COVID-19 provoquant des besoins urgents de financement de la balance des paiements et du budget, les autorités sollicitent une aide financière du FMI au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). La priorité immédiate des autorités est d'accroître les dépenses de santé et de protection sociale et de mener une politique budgétaire contracyclique afin de limiter la propagation de la maladie au Cameroun et ses conséquences humanitaires, économiques et financières. Le plan de préparation et de réponse du gouvernement prévoit une augmentation des dépenses de santé pour assurer la prévention et le contrôle des infections, améliorer la prise en charge des cas, mettre à niveau les installations de santé et former et accroître le personnel de santé. Le gouvernement est déterminé à empêcher un effondrement des recettes au moyen de diverses mesures. Afin d'atténuer les répercussions financières négatives de la pandémie de COVID-19 sur le secteur privé, il est également envisagé, entre autres, de renforcer les dispositifs de protection sociale, de subventionner les médicaments essentiels et de venir en aide aux entreprises touchées.

ÉVOLUTION ECONOMIQUE AVANT LA PANDEMIE DE COVID-19

2. Le choc de la pandémie survient alors que les autorités s'attelaient à renforcer les amortisseurs budgétaires et extérieurs et à gérer les risques qui pèsent sur l'économie (rapport n° 20/48). La croissance en 2020-2022 devait rester relativement stable, après avoir ralenti à 3,9 % en 2019. Les autorités étaient encouragées à élargir la base de recettes non pétrolières et à remédier en urgence aux risques financiers et budgétaires systémiques liés à la société nationale de raffinage (SONARA), notamment en restructurant sa dette bancaire. La poursuite de l'assainissement des finances publiques et les efforts de rapatriement des recettes d'exportation devaient contribuer à renforcer les amortisseurs à moyen terme. Ces efforts étaient également nécessaires en vue de stabiliser, puis d'inverser la trajectoire de la dette publique et de maintenir le service de la dette à des niveaux viables. Les risques extérieurs qui auraient pu compromettre la croissance étaient principalement liés à l'incertitude provoquée par les tensions commerciales internationales et à la volatilité persistante des cours des produits de base. Sur le plan intérieur, une détérioration continue de la situation sécuritaire dans les deux régions anglophones aurait pu saper les efforts d'assainissement des finances publiques et l'exécution des réformes. Néanmoins, il était attendu que le secteur non pétrolier resterait solide et contribuerait à atténuer l'impact de certains chocs.

EFFETS DE LA PANDEMIE DE COVID-19

3. Le Cameroun souffre déjà gravement de la pandémie de COVID-19, qui ralentira la croissance économique en 2020 (tableau 1 du texte). Il est prévu que la croissance baissera fortement, avec une contraction du PIB de 1,2 %, soit un écart d'environ 5 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'avant la pandémie. Cette pandémie a entraîné une grave détérioration

de la situation économique mondiale à cause des chocs simultanés sur l'offre et la demande mondiales. Outre l'effet de contagion considérable attendu du choc extérieur, le Cameroun fait face à une croissance rapide du nombre de personnes infectées. La pandémie devrait entraîner d'autres perturbations des facteurs de production (capital et travail), ainsi qu'une réduction du crédit et des pertes économiques liées aux pertes en vies humaines et aux effets défavorables sur la confiance. Même s'il est plus probable qu'un accord de restructuration de la dette bancaire intérieure de la SONARA soit trouvé, en raison de l'instauration d'une nouvelle structure de prix, retarder davantage cet accord mettrait en péril la situation de fonds propres et de liquidité des banques.

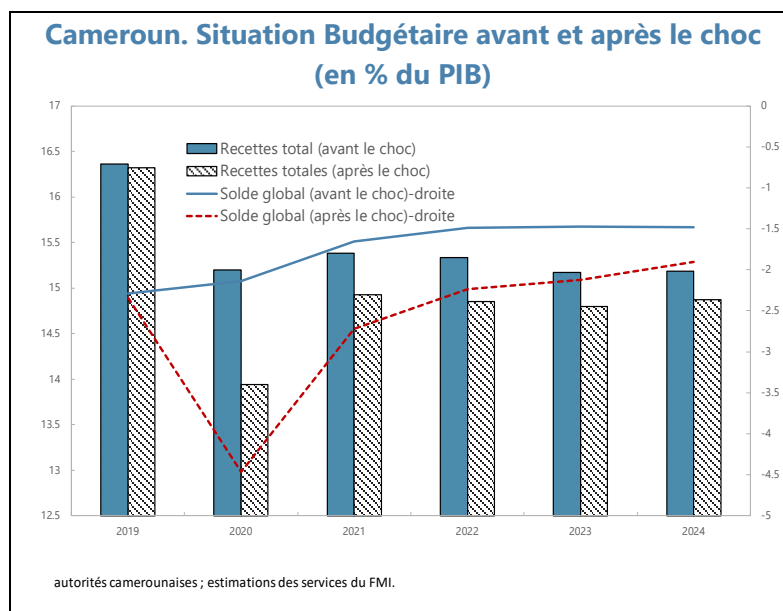
Tableau 1 du texte. Cameroun : principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage sur un an, sauf indication contraire)

	2020	2021	2022	2023	2024
PIB réel					
Avant le choc	3.8	4.1	4.2	4.5	5.0
Après le choc	-1.2	4.5	4.2	4.5	5.0
Recettes totales					
Avant le choc	-1.8	6.9	5.5	5.0	6.7
Après le choc	-14.9	15.1	5.7	5.9	6.3
Dépenses courantes					
Avant le choc	-2.3	3.9	3.6	4.5	6.3
Après le choc 1/	0.1	-0.6	3.6	4.8	5.3
Dépenses d'équipement					
Avant le choc	4.7	5.1	6.0	5.8	7.1
Après le choc	0.1	9.9	2.8	7.5	5.5
Déficit budgétaire (base ordonnancements, dons compris)					
Avant le choc	-1.2	-18.0	-5.0	4.8	7.4
Après le choc	90.2	-36.7	-10.0	5.4	-0.1
Déficit budgétaire (base caisse, dons compris)					
Avant le choc	-12.9	-23.7	-8.5	3.2	6.8
Après le choc	68.9	-38.0	-10.6	2.5	-0.1
Dette publique					
Avant le choc	5.8	4.6	4.3	4.3	4.2
Après le choc	10.8	5.9	4.8	4.8	4.5
Déficit du compte courant					
Avant le choc	5.1	0.3	3.7	4.5	1.9
Après le choc	53.5	-9.2	-16.0	-2.9	-3.5
Exportations de biens					
Avant le choc	1.7	-1.2	-0.5	1.1	2.2
Après le choc	-26.6	10.7	6.5	6.2	6.1
Importations de biens					
Avant le choc	4.2	1.8	2.3	2.7	3.1
Après le choc	-11.0	6.5	4.9	5.0	5.1
Pour mémoire :	(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)				
Solde global (base ordonnancements, dons compris)					
Avant le choc	-2.1	-1.7	-1.5	-1.5	-1.5
Après le choc	-4.5	-2.6	-2.2	-2.2	-2.1
Solde global (base caisse, dons compris)					
Avant le choc	-2.6	-1.9	-1.6	-1.6	-1.6
Après le choc	-5.0	-2.9	-2.4	-2.4	-2.2
PIB nominal (milliards de FCFA)					
Avant le choc	24,022	25,370	26,857	28,497	30,378
Après le choc	22,615	24,187	25,665	27,261	29,106
Source : autorités camerounaises ; estimations des services du FMI.					
1/ La baisse des dépenses courantes s'explique en partie par la réduction des subventions aux carburants causée par la chute des cours internationaux du pétrole, qui compense partiellement la hausse des dépenses de santé, ainsi que d'autres					

4. La pandémie de COVID-19 provoque un besoin urgent de financement de la balance des paiements, parce qu'elle pèse lourdement sur les comptes extérieurs de plusieurs manières. Le besoin de financement de la balance des paiements qui en résulterait est estimé à environ 628 milliards de FCFA, soit 2,8 % du PIB (voir le tableau 2 du texte). Sous l'effet de la pandémie, une nette décélération de la croissance des principaux partenaires commerciaux et un effondrement généralisé des cours des produits de base devraient davantage dégrader la balance commerciale du Cameroun. Étant donné que l'Europe et l'Asie constituent plus de 80 % de la demande extérieure de biens du Cameroun, et que les prix de ses principaux produits de base (notamment le pétrole brut, le gaz naturel et le cacao) sont en baisse, il est prévu que la chute des exportations dépassera de loin toute contraction des importations causée par le ralentissement de la demande intérieure. Par ailleurs, les importations liées aux dépenses de santé devraient augmenter. Si le solde du revenu primaire devait s'améliorer du fait de la baisse des bénéfices rapatriés dans le secteur pétrolier, les fonds envoyés par les travailleurs expatriés (1,6 % du PIB en 2018) diminueraient probablement, comme c'était le cas lors des précédentes crises mondiales. Le resserrement des conditions financières mondiales et la grande incertitude autour de l'ampleur du choc et de ses conséquences érodent la confiance des investisseurs, ce qui devrait également se répercuter sur l'investissement direct étranger et les mouvements de capitaux à court terme.

5. En 2020, l'augmentation des besoins de financement budgétaire liés à la pandémie est estimée à 497 milliards de FCFA (2,2 % du PIB). Le déficit budgétaire global en 2020 (base caisse) se creusera à 5 % du PIB, contre une prévision de 2,8 % dans le scénario de référence pré-virus (tableau 1 du texte). Cela s'explique par la baisse des recettes pétrolières (0,7 % du PIB) et des recettes non pétrolières (0,6 % du PIB)

résultant du ralentissement des exportations pétrolières et de l'activité intérieure, respectivement. Il est prévu que l'ensemble des mesures d'endiguement de la pandémie (distanciation sociale et confinement partiel) pénaliseront gravement la croissance des différents secteurs, en particulier l'agriculture, le commerce, le bâtiment, l'industrie manufacturière, la restauration et l'hôtellerie, le transport et le tourisme. Les recettes, particulièrement celles tirées des taxes sur le commerce international et des droits de douane, des impôts directs et de la TVA, seraient inférieures d'environ 14 % aux prévisions du scénario de référence pré-virus. Afin d'atténuer l'impact du choc, les autorités pourraient permettre aux entreprises de reporter le paiement des pénalités fiscales et accorder un moratoire fiscal à celles qui traversent des difficultés extrêmes et évidentes.



6. Côté dépenses, les économies réalisées grâce à la baisse des prix à l'importation du pétrole compensent une hausse des coûts liés à la crise. La baisse des cours internationaux du pétrole crée une marge pour réduire les subventions aux carburants de 0,5 % du PIB et compense en partie la hausse d'autres dépenses courantes, qui représentera 0,8 % du PIB et sera due aux dépenses de santé et aux dépenses sociales. Selon les hypothèses des *Perspectives de l'économie mondiale* sur les prix du pétrole, les recettes non fiscales pour 2020 pourraient dépasser les prévisions d'au moins 20 milliards de FCFA (0,1 % du PIB), avec un prix du pétrole raffiné importé (impôts, marges et frais compris) inférieur au prix fixe à la pompe. Cependant, les services du FMI n'ont pas inclus ce surcroît de recettes étant donné la volatilité accrue des cours du pétrole. Les autorités réfléchissent aussi à la possibilité d'offrir des subventions afin d'atténuer le fardeau pour les entreprises éprouvées. Elles prévoient de procéder aux tirages prévus en 2020 en ce qui concerne les prêts-projets pour lesquels des ressources extérieures ont été engagées afin d'éviter tout effet de contraction.

Tableau 2 du texte. Cameroun : besoins de financement liés à la COVID-19 en 2020					
Besoins de financement budgétaire en 2020			Besoins de financement extérieur en 2020		
	Milliards de FCFA	Pourcentage du PIB		Milliards de FCFA	Pourcentage du PIB
Total des recettes et dons	3,152	13.9	Solde courant	-1,280	-5.7
Recettes du secteur pétrolier	267	1.2	Balance commerciale	-765	-3.4
Recettes du secteur non pétrolier	2,784	12.3	Exportations de biens	2,229	9.9
Total des dons	101	0.4	Exportations de pétrole	654	2.9
			Exportations hors pétrole	1,575	7.0
Total des dépenses	4,162	18.4	Importations	-2,994	-13.2
Dépenses courantes	2,732	12.1	Services (net)	-415	-1.8
Traitements et salaires	1,064	4.7	Revenu (net)	-367	-1.6
Biens et services	821	3.6	Transferts (nets)	267	1.2
Subventions et transferts	627	2.8			
Intérêts	220	1.0	Solde du compte de capital et d'opérations financières	616	2.7
Dépenses d'investissement	1,430	6.3	Compte de capital	28	0.1
			Compte d'opérations financières	588	2.6
Solde global (base ordonnancements)	-1,010	-4.5	Solde global	-664	-2.9
Solde global (base caisse)	-1,127	-5.0	Solde global avant le choc (5^e revue)	-1	0.0
Solde global (base caisse) avant le choc (5^e revue)	-630	-2.8	Augmentation en 2019 des AEB de la BEAC (vis-à-vis de l'année précédente)	35	0.2
Augmentation prévue des besoins de financement	-497	-2.2	Augmentation prévue des besoins de financement	-628	-2.8
Financement	497	2.2	Financement	628	2.8
Financement extérieur (accroissement +)	-25	-0.1	Augmentation de l'appui budgétaire hors FMI (BAD) 1/	53	0.2
Accumulation de dépôts (accroissement -)	60	0.3	Financement exceptionnel prospectif	410	1.8
Augmentation de l'appui budgétaire hors FMI (BAD) 1/	53	0.2	FMI-FCR	136	0.6
Financement exceptionnel prospectif	410	1.8	Hors FMI	274	1.2
FMI-FCR	136	0.6	Avoirs extérieurs bruts, BEAC (accroissement -)	165	0.7
Hors FMI	274	1.2			

Source : autorités camerounaises ; calculs des services du FMI.

1/ Le décaissement du prêt d'appui budgétaire de la BAD a été reporté de 2019 au début de 2020

2/ Les avoirs extérieurs bruts (AEB) effectifs de la BEAC en 2019 ont dépassé les projections de la 5^e revue de 35 milliards de FCFA

7. L'appui budgétaire au titre de la facilité de crédit rapide couvrira moins d'un tiers des besoins de financement et devrait aider à mobiliser des financements d'autres institutions financières internationales. Le niveau d'accès proposé de 60 % de la quote-part (136 milliards de FCFA) représente 33 % de l'écart de financement extérieur résiduel, qui est estimé à 410 milliards de FCFA si l'on tient compte d'une légère baisse prévue des décaissements extérieurs (25 milliards de FCFA), d'une réduction des dépôts de l'État à la BEAC (60 milliards de FCFA) et du report d'une partie de l'appui budgétaire de 2019 à 2020 (53 milliards de FCFA) (tableau 2 du texte). Sur le plan extérieur, il est prévu que les avoirs extérieurs bruts de la BEAC diminueront de 165 milliards de FCFA (280 millions de dollars) par rapport aux projections de la cinquième revue. Les autorités devraient également recevoir une aide supplémentaire d'autres bailleurs de fonds (Banque mondiale, Banque africaine de développement, France, BDEAC) qui viendra combler une partie des besoins restants (274 milliards de FCFA). Par ailleurs, le Cameroun pourrait dégager des ressources financières en mettant à profit son admissibilité au moratoire sur la dette accordé par le G-20. Tout besoin restant devra être couvert par des mesures d'ajustement.

8. Les risques extérieurs et intérieurs auxquels est exposé le scénario de référence sont relativement élevés. Les perspectives mondiales d'évaluation des risques font apparaître plusieurs risques extérieurs, notamment une aggravation de la pandémie de COVID-19 qui perturberait l'activité économique de façon généralisée et prolongée, aussi bien directement (en ayant des répercussions sur le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement mondiales) que par des effets de confiance sur les marchés financiers et les investisseurs. Les perspectives de l'économie mondiale reposent sur la nature passagère de la pandémie et sur l'amorce d'une reprise au second semestre de 2020. En outre, les fortes fluctuations des prix de l'énergie constituent une source de risques accrue, en particulier du fait de l'incertitude autour de l'alliance OPEP+. Sur le plan intérieur, une expansion considérable de la flambée de COVID-19 ou le prolongement de l'impact du choc pourrait être lourd de conséquences pour le Cameroun : le nombre de victimes augmenterait, la croissance économique baisserait plus brutalement, et les besoins de financement supplémentaires seraient considérables. Les tensions sociopolitiques et les risques que les entreprises publiques (par exemple, un échec du redressement de la SONARA) représentent pour le budget, le secteur financier et la viabilité de la dette pourraient réduire la capacité des autorités à maîtriser une flambée locale du virus. Si ces risques se concrétisent, les autorités devront probablement réfléchir à d'autres mesures pour garantir la viabilité de la dette.

ENJEUX

La priorité immédiate des autorités est d'arrêter la propagation de la pandémie et d'en restreindre les répercussions humaines, économiques et financières. Au-delà de cet objectif à court terme, les autorités restent déterminées à renouer avec leur programme de réformes à moyen terme une fois la crise passée.

9. Le gouvernement du Cameroun prend des mesures en vue de limiter la propagation du virus et d'atténuer ses retombées socioéconomiques.

- Un plan de prévention et de riposte prévoit d'augmenter les dépenses de santé pour assurer l'efficacité de la prévention et du contrôle des infections et pour améliorer la prise en charge des cas. Ce plan a pour buts de : i) renforcer la surveillance épidémiologique grâce au dépistage de masse ; ii) améliorer la prise en charge des personnes atteintes en améliorant les capacités techniques et l'approvisionnement en médicaments des hôpitaux ; iii) restreindre la propagation communautaire du coronavirus au moyen de la distanciation sociale ; iv) améliorer la coordination des mesures de lutte contre la COVID-19. Le coût total du plan est estimé à 58 milliards de FCFA (voir le tableau ci-dessous).
- Afin d'atténuer les retombées financières négatives de la pandémie de COVID-19 sur les personnes les plus vulnérables, il est prévu de renforcer les dispositifs actuels de protection sociale et d'aider les entreprises et les ménages touchés. Les mesures envisagées seront décrites dans un plan global de riposte qui est en cours d'élaboration.

Axes opérationnels	Coût (milliards de FCFA)
Recherche de cas actifs	17.4
Prise en charge de cas confirmés	34.0
Restrictions sociales	5.5
Gouvernance et responsabilisation	1.5
Total	58.3

10. Les autorités souhaitent atténuer les pertes considérables de recettes qui résulteront de la pandémie de COVID-19 en 2020. Le rebond de l'activité économique attendu en 2021 sera utile, mais les autorités sont déterminées à renforcer les administrations fiscale et douanière afin de limiter les pertes de recettes et d'aider les contribuables durement éprouvés, notamment :

- en facilitant les déclarations et les paiements électroniques en élargissant les services en ligne aux contribuables ;
- en prolongeant les échéances de paiement des entreprises confrontées à des problèmes de trésorerie ;
- en créant des options de paiement mobile pour les transactions fiscales et non fiscales ;
- en assurant la continuité du traitement commercial, ainsi qu'une présence et des contrôles adéquats sur place afin de protéger les recettes et les frontières ;

- en concevant et en exécutant des procédures de mainlevée simplifiées et (très) rapides pour dédouaner les marchandises jugées essentielles pour répondre à des besoins pressants ;
- en renforçant en 2021 la perception des amendes fiscales et des impôts suspendus en 2020, grâce à la signature et l'exécution d'un protocole précisant la date butoir des paiements.

11. Le comité de politique monétaire de la BEAC a récemment annoncé un train de mesures d'assouplissement monétaire. La BEAC a assoupli sa politique monétaire, rétréci son corridor de taux d'intérêt, accru son apport de liquidités et élargi la gamme d'instruments financiers privés acceptés en garantie pour des opérations de politique monétaire. Le comité de politique monétaire a en outre encouragé la direction de la BEAC à proposer à son conseil d'administration une réduction des décotes applicables aux titres publics et aux instruments privés acceptés en garantie pour les opérations de refinancement et de différer d'un an le remboursement du principal des crédits consolidés de la banque centrale aux États membres. De même, il a rappelé que la BEAC met à la disposition de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) une ligne de financement de 90 milliards de francs CFA destinée à des projets d'investissement public et a invité à y recourir. Enfin, le comité de politique monétaire a recommandé que les banques assurent la continuité des services financiers, y compris la fourniture d'espèces dans les guichets automatiques bancaires, qu'elles renforcent les opérations de banque à distance et qu'elles réduisent les coûts des services bancaires. L'association bancaire du Cameroun a également pris l'initiative de s'assurer que les banques maintiennent le crédit à court terme à l'économie réelle, mais elle s'attend à ce que l'État n'augmente pas les arriérés intérieurs.

12. Le gouvernement réfléchit à des mesures visant à gérer l'impact à moyen terme du choc de la pandémie et du choc sur les termes de l'échange. Après le choc causé par la COVID-19, le Cameroun a accumulé un faible montant d'arriérés envers des créanciers officiels et privés. Les autorités ont apuré ces arriérés. Elles cherchent à bénéficier du moratoire du G-20 sur le remboursement de la dette publique bilatérale des pays à faible revenu dans le cadre de la lutte contre le coronavirus ; ce moratoire pourrait alléger le service de la dette de 100 milliards de FCFA en 2020. Elles négocient avec la Banque mondiale un doublement de son appui budgétaire à 200 millions de dollars. Les autorités s'attendent à obtenir une aide concessionnelle des partenaires au développement et sont résolues à éviter de nouveaux emprunts non concessionnels. En effet, de nouveaux emprunts non concessionnels mettraient davantage en péril la viabilité de la dette, et ne serviraient pas les intérêts des autorités, qui essaient d'obtenir le soutien de la communauté internationale tandis que le G-20 vient d'accepter de suspendre le service de la dette publique bilatérale des pays à faible revenu. À ce jour, les autorités s'attendent à recevoir environ 229 milliards de FCFA des partenaires au développement (Banque mondiale, Banque africaine de développement, France et BDEAC). Les autorités continuent aussi de chercher à accélérer la diversification des exportations tout en préservant la viabilité de la dette, au moyen d'une série d'initiatives bénéficiant de l'assistance financière et technique de la Banque mondiale et de l'Union européenne.

ASSISTANCE DU FMI AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE

13. Le Cameroun remplit les critères d'admissibilité à une assistance au titre de la facilité de crédit rapide.

- Compte tenu de l'incertitude autour de la durée et de l'ampleur de la pandémie de COVID-19, il faudra plus de temps pour tenir les entretiens relatifs à la sixième revue de l'accord au titre de la FEC et conclure un nouvel accord avec les autorités. D'après des données partielles et préliminaires, au moins la moitié des critères de réalisation et des objectifs indicatifs à fin décembre 2019 (date d'évaluation) n'ont pas été atteints. Étant donné qu'il n'est pas possible d'achever la dernière (sixième) revue d'ici l'expiration de l'actuel accord (le 25 juin 2020), les autorités souhaitent que l'accord appuyé par la FEC soit prorogé jusqu'à fin septembre 2020, et que la date où la sixième revue (septième décaissement) pourrait être effectuée soit déplacée du 31 mai 2020 au 25 juillet 2020. Cela leur permettrait de soumettre une demande d'assistance au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) pour l'équivalent de 60 % de la quote-part du Cameroun, dans les limites d'accès normales du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire RPC). Compte tenu du retard prévu dans l'achèvement de la sixième revue et de l'urgence des besoins de financement de la balance des paiements, une aide au titre de la FCR se justifie. Le Cameroun en remplit les critères d'admissibilité, car il présente des besoins urgents de financement de sa balance des paiements qui, à moins d'être comblés, entraîneraient des perturbations immédiates et graves. Ces besoins ne résultent pas d'un retrait des bailleurs de fonds et le Cameroun n'est pas en mesure d'exécuter un programme d'une tranche de crédit supérieure, en raison de l'urgence de ses problèmes de balance des paiements.
- Le risque de surendettement du Cameroun est jugé élevé ; sa dette demeure toutefois viable. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) effectuée en février 2020 a montré que la dette était viable. Sa version actualisée, qui tient compte du choc causé par la pandémie de COVID-19, indique que même si les risques ont augmenté, la dette demeure viable sous réserve de la disponibilité de ressources concessionnelles et du non-recours aux emprunts non concessionnels (voir l'annexe I).
- La capacité du Cameroun à rembourser le FMI reste solide. Un décaissement de 60 % de la quote-part porterait l'exposition du FMI à l'égard du Cameroun à 2,3 % de son PIB en 2020 (tableau 5). Les remboursements annuels resteraient inférieurs à 0,4 % du PIB sur la période allant de 2020 à 2034 et atteindraient leur pic de 0,3 % du PIB et 2,1 % des recettes de l'État en 2026.
- Les services du FMI sont convaincus que les autorités coopéreront avec le FMI et mèneront une politique économique appropriée pour faire face aux retombées du virus, sur la base de leurs antécédents en matière de politique économique et de relations avec l'institution. Les autorités

se sont engagées à veiller à ce que l'aide financière obtenue soit soumise aux procédures budgétaires et de contrôle (notamment, audits), dans le strict respect des dispositions de la loi relative au code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun et de la loi portant régime financier de l'État et des autres entités publiques, toutes les deux adoptées en juillet 2018 dans le cadre du programme appuyé par la FEC.

- Le Cameroun mène un programme appuyé par la facilité élargie de crédit qui a été approuvé le 26 juin 2017 et dont le niveau d'accès représente 175 % de sa quote-part. Un accès équivalent à 60 % de la quote-part du Cameroun et un rééchelonnement de la date de disponibilité du dernier décaissement (20 % de la quote-part) de la sixième et dernière revue après le 25 juillet 2020 feraient en sorte que le Cameroun atteigne sa limite normale d'accès annuel de 100 % de sa quote-part tout en restant au-dessous de la limite globale de 300 % sur trois ans.

14. Les ressources seront fournies au Trésor par le canal de la BEAC. Les montants décaissés au titre de la FCR seront versés à la BEAC et rétrocédés à l'État comme financement budgétaire d'urgence. La BEAC a appliqué la plupart des recommandations de l'évaluation des sauvegardes de 2017. Elle a notamment récemment achevé l'harmonisation de ses instruments juridiques secondaires avec ses statuts, et les travaux sur la transition complète aux normes IFRS pour l'exercice 2019 progressent selon le calendrier prévu.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

15. Le Cameroun est affecté par la pandémie de COVID-19. Sur le plan extérieur, le Cameroun est exposé à des chocs sur la demande et l'offre en raison du ralentissement économique de ses principaux partenaires commerciaux (Chine et Europe) et de la chute des cours du pétrole. Sur le plan intérieur, les mesures d'endiguement visant à limiter le nombre de cas de COVID-19, qui a rapidement augmenté depuis le 6 mars 2020, devraient davantage freiner la croissance et creuser le déficit budgétaire et celui de la balance des paiements. Le système de santé est précaire et peu préparé à une flambée de grande envergure.

16. Des besoins de financement urgents apparaissent en conséquence de la pandémie et de la détérioration des termes de l'échange. En 2020, les besoins de financement liés à la COVID-19 sont estimés à 497 milliards de FCFA (2,2 % du PIB). Si l'on tient compte des financements déjà obtenus et d'une ponction des dépôts de l'État à la BEAC, les besoins restants se chiffrent à 410 milliards de FCFA (1,8 % du PIB).

17. Les services du FMI conviennent avec les autorités que la priorité doit être de limiter les répercussions humaines et économiques de la pandémie. Les services du FMI saluent la détermination du gouvernement à exécuter son plan de prévention et de riposte à la pandémie, avec le concours technique et financier des partenaires au développement. Il convient de redoubler d'efforts dans l'application des mesures visant à prévenir une chute des recettes et de bien mettre en œuvre celles visant à atténuer l'impact de la pandémie sur le secteur privé (par exemple,

renforcement des dispositifs de protection sociale, subventions aux médicaments essentiels et une assistance aux entreprises touchées).

18. Étant donné l'insuffisance des amortisseurs, les services du FMI souscrivent à la demande des autorités portant sur une aide financière équivalente à 60 % de la quote-part du pays (165,6 millions de DTS, soit 0,6 % du PIB) au titre de la facilité de crédit rapide, une prorogation de l'accord et un rééchelonnement de l'accès. Les fonds proviendront du guichet chocs exogènes de la FCR et constitueront un appui budgétaire destiné à combler l'écart de financement de la balance des paiements. Les services du FMI jugent que le Cameroun remplit les critères d'admissibilité à la FCR. La dette publique est viable, à condition que des ressources concessionnelles suffisantes soient trouvées pour combler le besoin de financement et que de nouveaux emprunts non concessionnels ne soient pas contractés. La capacité à rembourser le FMI est appropriée. Les services du FMI appuient la demande de prorogation de l'accord appuyé par la FEC et de rééchelonnement de l'accès, ce qui laisserait assez de temps pour mener les entretiens à terme et permettrait d'achever la sixième et dernière revue lorsque la situation reviendra à la normale.

Tableau 1. Cameroun : principaux indicateurs économiques et financiers, 2018-25
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
		5th Rev.	Proj.	5th Rev.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
(variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)										
Revenu national et prix										
PIB à prix constants	4.1	3.9	3.7	3.8	-1.2	4.5	4.4	4.5	5.0	5.2
PIB pétrolier à prix constants	-2.7	6.0	4.3	0.5	-5.4	1.0	-4.2	-6.3	-6.6	-5.7
PIB non pétrolier à prix constants	4.4	3.8	3.7	4.0	-1.0	4.7	4.8	5.0	5.5	5.6
Déflateur du PIB	1.6	1.7	1.8	1.9	0.9	2.3	1.8	1.6	1.6	1.7
PIB nominal (aux prix du marché, en millions de FCFA)	21,493	22,714	22,690	24,022	22,615	24,181	25,706	27,300	29,142	31,196
Pétrolier	1,000	959	937	903	514	552	583	547	500	471
Non-pétrolier	20,493	21,755	21,753	23,118	22,101	23,628	25,123	26,753	28,642	30,725
Prix à la consommation (moyenne)	1.1	2.4	2.5	2.4	2.8	2.3	2.1	2.0	2.0	2.0
Prix à la consommation (fin de période)	2.0	2.8	2.4	2.0	2.4	2.1	2.0	2.0	2.0	2.0
Commerce extérieur										
Volume des exportations	-0.9	4.1	3.8	4.1	-4.0	8.5	6.7	6.7	7.0	7.6
Secteur pétrolier 1/	-16.7	16.5	14.8	0.5	-5.7	1.6	-4.2	-6.3	-6.6	-4.7
Secteur non pétrolier	2.5	1.9	1.9	4.9	-3.7	9.8	8.7	8.8	8.9	9.0
Volume des importations	7.0	7.9	7.8	3.8	-2.5	6.8	3.1	4.3	5.7	5.7
Taux de change effectif nominal (dépréciation : -)	2.7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (dépréciation : -)	0.6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Termes de l'échange	1.7	1.7	1.5	-2.7	-16.2	3.0	-2.2	-1.6	-0.5	-2.8
Indice des prix à l'exportation	8.9	1.8	1.4	-2.4	-23.6	2.7	-0.5	-0.9	-1.1	-2.1
Indice des prix des exportations	-3.5	-1.0	-0.7	-1.5	-12.4	0.6	-2.7	-1.3	-0.7	-1.0
Indice des prix des importations	7.1	0.1	-0.1	0.4	-8.8	-0.3	1.7	0.7	-0.6	0.8
Monnaie et crédit										
Monnaie au sens large (M2)	9.8	7.1	6.0	7.2	-1.8	6.9	6.3	6.2	6.7	8.0
Avoirs nets extérieurs 2/	2.3	0.7	5.5	1.3	-6.2	0.9	3.1	2.2	2.4	2.7
Avoirs intérieurs nets 2/	7.5	6.4	0.5	5.9	4.4	6.0	3.2	4.0	4.3	5.2
Crédit intérieur au secteur privé	4.6	2.7	1.4	3.8	-2.7	5.0	5.0	5.9	6.8	8.7
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)										
Épargne nationale brute	26.2	25.8	25.7	25.7	22.5	25.2	26.4	27.2	28.5	29.9
Investissement intérieur brut	29.8	29.4	29.4	29.3	28.2	29.8	30.1	30.7	31.6	32.9
Investissement public	6.9	6.3	6.3	6.2	6.3	6.5	6.2	6.2	6.2	6.1
Investissement privé	23.0	23.1	23.1	23.1	21.8	23.3	23.9	24.5	25.4	26.8
Opérations de l'administration centrale										
Recettes totales (donc compris)	16.1	16.4	16.3	15.2	13.9	14.9	14.9	14.8	14.9	15.0
Recettes pétrolières	2.3	2.3	2.3	1.8	1.2	1.4	1.2	1.1	0.9	0.8
Recettes non pétrolières	13.3	13.6	13.6	12.9	12.3	13.1	13.2	13.4	13.6	13.9
Recettes non pétrolières (en pourcentage du PIB non pétrolier)	14.0	14.2	14.2	13.4	12.6	13.4	13.5	13.6	13.8	14.1
Dépenses totales	18.5	18.6	18.7	17.3	18.4	17.6	17.1	16.9	16.8	16.6
Solde budgétaire global (base ordres de paiement)										
Dons non compris	-2.9	-2.7	-2.8	-2.6	-4.9	-3.1	-2.6	-2.5	-2.2	-1.9
Dons compris	-2.5	-2.3	-2.3	-2.1	-4.5	-2.7	-2.2	-2.1	-1.9	-1.5
Solde budgétaire global (base caisse)										
Dons non compris	-3.7	-3.6	-3.4	-3.0	-5.4	-3.8	-3.0	-2.7	-2.3	-1.9
Dons compris	-3.3	-3.2	-2.9	-2.6	-5.0	-3.4	-2.6	-2.3	-2.0	-1.6
Solde primaire non pétrolier (base paiements, en pourcentage du PIB non pétrolier)	-4.1	-3.9	-3.9	-3.2	-4.8	-3.2	-2.5	-2.3	-2.0	-1.5
Secteur extérieur										
Solde des transactions courantes										
Dons officiels non compris	-4.0	-4.1	-4.2	-4.1	-6.2	-5.1	-4.2	-3.8	-3.5	-3.4
Dons officiels compris	-3.6	-3.6	-3.7	-3.6	-5.7	-4.6	-3.7	-3.4	-3.1	-3.1
Dettes publiques										
Encours de la dette publique 3/ 4/	39.5	40.8	40.9	40.8	45.5	45.2	44.7	44.1	43.1	41.7
Dont : dette extérieure	28.6	30.5	30.4	30.6	34.3	34.8	34.8	34.2	33.2	32.3

Sources : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI utilisant le PIB nominal actualisé.

1/ Pourcentage de monnaie au sens large au début de la période.

Tableau 2a. Cameroun : opérations de l'administration centrale, 2018-25
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
		5th Rev.	Proj.	5th Rev.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Recettes totales et dons	3,451	3,716	3,704	3,651	3,152	3,610	3,818	4,040	4,333	4,692
Recettes totales	3,365	3,616	3,604	3,548	3,051	3,507	3,712	3,946	4,239	4,597
Recettes du secteur pétrolier	500	532	520	443	267	331	316	296	274	254
Recettes du secteur pétrolier 1/	2,864	3,084	3,084	3,105	2,784	3,176	3,397	3,651	3,965	4,344
Impôts directs	643	768	768	732	659	757	806	859	920	1,015
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	128	123	123	131	131	147	155	162	179	197
Autres taxes sur les biens et services	1,497	1,614	1,614	1,599	1,433	1,612	1,735	1,883	2,026	2,202
Taxes sur le commerce international	406	397	397	431	388	468	490	509	556	605
Recettes non fiscales	191	182	182	212	172	192	211	239	284	325
Dons totaux	86,7	100	100	102	101	103	105	94	94	94
Projets	38	28	28	29	28	30	32	34	36	39
Autre (allègement de la dette)	48	72	72	73	73	73	73	60	58	55
Dépenses totales	3,986	4,235	4,235	4,163	4,162	4,268	4,392	4,619	4,888	5,175
Dépenses courantes	2,485	2,731	2,731	2,667	2,732	2,716	2,817	2,952	3,108	3,263
Traitements et salaires	1,007	1,012	1,012	1,064	1,064	1,109	1,136	1,195	1,229	1,293
Biens et services	733	802	802	786	821	786	800	852	912	949
Subventions et transferts	547	717	717	597	627	581	618	652	697	740
Intérêts	199	200	200	220	220	241	263	253	270	281
Extérieurs	151	152	152	170	170	197	218	218	233	247
Intérieurs	48	48	48	50	50	44	45	35	37	33
Dépenses d'équipement	1,474	1,429	1,429	1,496	1,430	1,571	1,595	1,687	1,796	1,912
Financées sur ressources intérieures	674	604	604	654	614	699	694	752	768	821
Financées sur ressources extérieures	749	775	775	796	770	823	850	880	969	1,027
Réhabilitation et participation	50	50	50	46	46	49	52	56	59	64
Prêts nets	27	76	76	0	0	-20	-20	-20	-16	0
Solde global (base ordres de paiement) 2/										
Dons non compris	-621	-619	-631	-615	-1,111	-761	-680	-673	-649	-577
Dons compris	-535	-519	-531	-513	-1,010	-658	-575	-579	-555	-483
Solde budgétaire de référence de la CEMAC	-629	-666	-666	-535	-885	-614	-559	-600	-543	-466
Ajustement à la base caisse 2/ 3/	-174	-204	-136	-117	-117	-155	-83	-55	-17	-17
Ordres de paiement non exécutés (- = réduction) 3/	-96	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reste à payer et arriérés (- = réduction)	-78	-204	-136	-117	-117	-155	-83	-55	-17	-17
dont arriérés (- = réduction)	-135	-110	-43	-65	-65	-35	0	0	-2	-2
dont reste à payer (- = réduction)	136	-55	-55	-52	-43	-70	-48	-15	-15	-15
dont autres arriérés 1/	-78	-39	-39	0	-9	-50	-35	-40	0	0
Solde global (base caisse)										
Dons non compris	-795	-823	-768	-732	-1,228	-916	-763	-728	-666	-594
Dons compris	-708	-723	-668	-630	-1,127	-813	-658	-634	-572	-500
Financement	710	407	417	468	503	553	477	489	572	500
Financement extérieur, net	825	509	509	465	440	486	452	337	419	448
Amortissement	-210	-343	-343	-302	-302	-307	-366	-509	-513	-541
Tirages	1,036	852	852	767	742	793	818	846	932	988
Financement intérieur, net	-116	-101	-92	3	63	66	25	153	153	52
Secteur bancaire	246	50	50	130	190	164	87	41	42	5
dont avances statutaires de la BEAC	0	0	0	0	0	0	0	-58	-58	-58
Autres financements intérieurs	-362	-151	-141	-127	-127	-98	-62	112	110	48
Écart de financement	0	316	251	162	625	260	181	145	0	0
Dont : FMI		45	45	90	90	0	0	0	0	0
Dont : appui budgétaire (hors FMI)		271	206	72	125	0	0	0	0	0
BAFD		66	0	0	53	0	0	0	0	0
Banque mondiale		117	117	56	56	0	0	0	0	0
France		66	66	0	0	0	0	0	0	0
UE		23	23	16	16	0	0	0	0	0
dont : financement exceptionnel					410	260	181	145	0	0
Prospectif du FMI-FCR					136	0	0	0	0	0
Autre					274	260	181	145	0	0
Pour mémoire :										
Plancher des dépenses sociales	657	711	711							
Solde primaire (base ordres de paiement, dons compris)	-336	-319	-331	-293	-790	-417	-312	-326	-285	-202
Solde primaire (base caisse, dons compris)	-510	-523	-468	-410	-907	-572	-395	-381	-302	-219
Solde primaire non pétrolier (base ordres de paiement, dons compris)	-836	-851	-851	-736	-1,058	-747	-628	-622	-559	-456
Solde primaire non pétrolier (base caisse, dons compris)	-1,010	-1,055	-988	-853	-1,175	-902	-711	-677	-576	-473
Obligations impayées de l'État	583	379	446	262	329	174	91	36	19	2
Reste à payer	262	207	207	155	164	94	46	31	16	1
Arriérés 4/	146	36	104	-29	39	4	4	4	2	0
Autres arriérés 1/	174	135	135	135	126	76	41	1	1	1

Sources : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI avec le PIB nominal actualisé.

1/ Les autres arriérés comprennent l'encours de dette non structurée détenue par la

Tableau 2b. Cameroun : opérations de l'administration centrale, 2018-25
(en pourcentage du PIB)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
		5th Rev.	Proj.	5th Rev.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
Recettes totales et dons	16.1	16.4	16.3	15.2	13.9	14.9	14.9	14.8	14.9	15.0
Recettes totales	15.7	15.9	15.9	14.8	13.5	14.5	14.4	14.5	14.5	14.7
Recettes du secteur pétrolier	2.3	2.3	2.3	1.8	1.2	1.4	1.2	1.1	0.9	0.8
Recettes du secteur pétrolier 1/	13.3	13.6	13.6	12.9	12.3	13.1	13.2	13.4	13.6	13.9
Impôts directs	3.0	3.4	3.4	3.0	2.9	3.1	3.1	3.1	3.2	3.3
Taxe spéciale sur les produits pétroliers	0.6	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Autres taxes sur les biens et services	7.0	7.1	7.1	6.7	6.3	6.7	6.7	6.9	7.0	7.1
Taxes sur le commerce international	1.9	1.7	1.7	1.8	1.7	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Recettes non fiscales	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	0.8	0.8	0.9	1.0	1.0
Dons totaux	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3
Projets	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Autre (allègement de la dette)	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2
Dépenses totales	18.5	18.6	18.7	17.3	18.4	17.6	17.1	16.9	16.8	16.6
Dépenses courantes	11.6	12.0	12.0	11.1	12.1	11.2	11.0	10.8	10.7	10.5
Traitements et salaires	4.7	4.5	4.5	4.4	4.7	4.6	4.4	4.4	4.2	4.1
Biens et services	3.4	3.5	3.5	3.3	3.6	3.2	3.1	3.1	3.1	3.0
Subventions et transferts	2.5	3.2	3.2	2.5	2.8	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4
Intérêts	0.9	0.9	0.9	0.9	1.0	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9
Extérieurs	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Intérieurs	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
Dépenses d'équipement	6.9	6.3	6.3	6.2	6.3	6.5	6.2	6.2	6.2	6.1
Financées sur ressources intérieures	3.1	2.7	2.7	2.7	2.7	2.9	2.7	2.8	2.6	2.6
Financées sur ressources extérieures	3.5	3.4	3.4	3.3	3.4	3.4	3.3	3.2	3.3	3.3
Réhabilitation et participation	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Prêts nets	0.1	0.3	0.3	0.0	0.0	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	0.0
Solde global (base ordres de paiement) 2/										
Dons non compris	-2.9	-2.7	-2.8	-2.6	-4.9	-3.1	-2.6	-2.5	-2.2	-1.9
Dons compris	-2.5	-2.3	-2.3	-2.1	-4.5	-2.7	-2.2	-2.1	-1.9	-1.5
Solde budgétaire de référence de la CEMAC	-2.9	-2.9	-2.9	-2.2	-3.9	-2.5	-2.2	-2.2	-1.9	-1.5
Ajustement à la base caisse 2/ 3/	-0.8	-0.9	-0.6	-0.5	-0.5	-0.6	-0.3	-0.2	-0.1	-0.1
Ordres de paiement non exécutés (= réduction) 3/	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Reste à payer et arriérés (= réduction)	-0.4	-0.9	-0.6	-0.5	-0.5	-0.6	-0.3	-0.2	-0.1	-0.1
dont arriérés (= réduction)	-0.6	-0.5	-0.2	-0.3	-0.3	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
dont reste à payer (= réduction)	0.6	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3	-0.2	-0.1	-0.1	0.0
	-0.4	-0.2	-0.2	0.0	0.0	-0.2	-0.1	-0.1	0.0	0.0
Solde global (base caisse)										
Dons non compris	-3.7	-3.6	-3.4	-3.0	-5.4	-3.8	-3.0	-2.7	-2.3	-1.9
Dons compris	-3.3	-3.2	-2.9	-2.6	-5.0	-3.4	-2.6	-2.3	-2.0	-1.6
Financement	3.3	1.8	1.8	1.9	2.2	2.3	1.9	1.8	2.0	1.6
Financement extérieur, net	3.8	2.2	2.2	1.9	1.9	2.0	1.8	1.2	1.4	1.4
Amortissement	-1.0	-1.5	-1.5	-1.3	-1.3	-1.3	-1.4	-1.9	-1.8	-1.7
Tirages	4.8	3.8	3.8	3.3	3.3	3.3	3.2	3.1	3.2	3.2
Financement intérieur, net	-0.5	-0.4	-0.4	0.0	0.3	0.3	0.1	0.6	0.5	0.2
Secteur bancaire	1.1	0.2	0.2	0.5	0.8	0.7	0.3	0.1	0.1	0.0
dont avances statutaires de la BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.2	-0.2	-0.2
Autres financements intérieurs	-1.7	-0.7	-0.6	-0.5	-0.6	-0.4	-0.2	0.4	0.4	0.2
Écart de financement	0.0	1.4	1.1	0.7	2.8	1.1	0.7	0.5	0.0	0.0
Dont : FMI	0.2	0.2	0.2	0.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dont : appui budgétaire (hors FMI)	1.2	0.9	0.3	0.6	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
BAFD	0.3	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Banque mondiale	0.5	0.5	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
France	0.3	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
UE	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
dont : financement exceptionnel					1.8	1.1	0.7	0.5	0.0	0.0
Prospectif du FMI-FCR					0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autre					1.2	1.1	0.7	0.5	0.0	0.0
Pour mémoire :										
Plancher des dépenses sociales	3.1	3.1	3.1							
Solde primaire (base ordres de paiement, dons compris)	-1.6	-1.4	-1.5	-1.2	-3.5	-1.7	-1.2	-1.2	-1.0	-0.6
Solde primaire (base caisse, dons compris)	-2.4	-2.3	-2.1	-1.7	-4.0	-2.4	-1.5	-1.4	-1.0	-0.7
Solde primaire non pétrolier (base ordres de paiement, dons compris)	-3.9	-3.7	-3.8	-3.1	-4.7	-3.1	-2.4	-2.3	-1.9	-1.5
Solde primaire non pétrolier (base caisse, dons compris)	-4.7	-4.6	-4.4	-3.6	-5.2	-3.7	-2.8	-2.5	-2.0	-1.5
Obligations impayées de l'État	2.7	1.7	2.0	1.1	1.5	0.7	0.4	0.1	0.1	0.0
Reste à payer	1.2	0.9	0.9	0.6	0.7	0.4	0.2	0.1	0.1	0.0
Arriérés 4/	0.7	0.2	0.5	-0.1	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres arriérés 1/	0.8	0.6	0.6	0.6	0.6	0.3	0.2	0.0	0.0	0.0

Sources : Autorités camerounaises ; et estimations et projections des services du FMI avec le PIB nominal actualisé.

1/ Les autres arriérés comprennent l'encours de dette non structurée détenue par la CAA et la dette

Tableau 3. Cameroun : balance des paiements, 2018-25
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2018	2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
		5th Rev.	Proj.	5th Rev.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.
	(en milliards de FCFA)									
Solde des transactions courantes	-778	-825	-834	-866	-1,280	-1,107	-952	-937	-912	-961
Balance commerciale	-295	-316	-327	-405	-765	-706	-709	-725	-740	-825
Exportations, biens	2,885	3,058	3,038	3,110	2,229	2,482	2,635	2,787	2,949	3,106
Pétrole et produits pétroliers	1,040	1,196	1,171	1,187	654	743	796	813	816	804
Secteur non pétrolier	1,845	1,862	1,867	1,923	1,575	1,739	1,839	1,974	2,133	2,302
Importations, biens	-3,180	-3,374	-3,365	-3,515	-2,994	-3,188	-3,344	-3,511	-3,690	-3,931
Services (net)	-324	-344	-347	-336	-415	-349	-232	-219	-205	-193
Exportations, services	1,187	1,212	1,213	1,244	891	1,113	1,297	1,377	1,465	1,560
Importations, services	-1,511	-1,555	-1,560	-1,580	-1,306	-1,462	-1,530	-1,597	-1,670	-1,753
Revenu (net)	-411	-443	-438	-418	-367	-358	-340	-303	-291	-280
<i>dont</i> : intérêts exigibles sur la dette publique	-151	-152	-152	-170	-170	-197	-218	-218	-233	-247
Transferts (net)	253	278	278	293	267	307	330	311	324	337
Entrées	417	470	470	488	460	503	529	513	529	547
Sorties	-164	-192	-192	-195	-192	-196	-200	-202	-205	-210
Solde du compte de capital et du compte financier	869	671	780	866	616	898	951	929	1,070	1,152
Compte de capital	91	28	28	29	28	30	32	34	36	39
Transferts de capital	87	28	28	29	28	30	32	34	36	39
<i>dont</i> : transferts privés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Compte financier	778	643	752	837	588	868	919	895	1,034	1,113
Capital officiel	825	509	509	465	440	486	452	337	419	448
Emprunt à long terme	1,036	852	852	767	742	793	818	846	932	988
<i>Dont</i> : allocations de DTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Principal non exigible rééchelonné	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement	-210	-343	-343	-302	-302	-307	-366	-509	-513	-541
Principal non encore exigible (allègement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Capital non officiel (net)	348	417	417	512	308	482	547	598	645	695
<i>dont</i> : investissement direct étranger	365	404	404	497	303	469	534	585	631	681
Secteur pétrolier (net)	87	99	99	101	42	67	75	83	82	81
Secteur non pétrolier	262	318	318	411	265	414	472	515	563	614
Capital privé à court terme, net 1/	-396	-283	-174	-140	-160	-100	-80	-40	-30	-30
Erreurs et omissions	76	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global	167	-154	-54	-1	-664	-209	-1	-8	158	191
Financement	-167	154	54	1	664	209	1	8	-158	-191
Banque des États d'Afrique centrale 2/	-237	-147	-181	-161	39	-51	-179	-104	-107	-112
Utilisation du crédit FMI (net)	70	-15	-15	0	0	0	0	-33	-51	-80
Déficit de financement	0	316	251	162	625	260	181	145	0	0
<i>Dont</i> :										
Financement FMI éventuel		45	45	90	90	0	0	0	0	0
Déficit de financement restant		271	206	72	535	260	181	145	0	0
BAfD		66	0	0	53	0	0	0	0	0
Banque mondiale		117	117	56	56	0	0	0	0	0
France		66	66	0	0	0	0	0	0	0
UE		23	23	16	16	0	0	0	0	0
Financement exceptionnel					410	260	181	145	0	0
Prospectif du FMI-FCR					136					
Autres					274					
	(en pourcentage du PIB)									
Balance commerciale	-1.4	-1.4	-1.4	-1.7	-3.4	-2.9	-2.8	-2.7	-2.5	-2.6
Exportations de pétrole	4.8	5.3	5.2	4.9	2.9	3.1	3.1	3.0	2.8	2.6
Exportations hors pétrole	8.6	8.2	8.2	8.0	7.0	7.2	7.2	7.2	7.3	7.4
Importations	14.8	14.9	14.8	14.6	13.2	13.2	13.0	12.9	12.7	12.6
Solde du compte courant	-3.6	-3.6	-3.7	-3.6	-5.7	-4.6	-3.7	-3.4	-3.1	-3.1
Dons compris	-4.0	-4.1	-4.2	-4.1	-6.2	-5.1	-4.2	-3.8	-3.5	-3.4
Solde global	0.8	-0.7	-0.2	0.0	-2.9	-0.9	0.0	0.0	0.5	0.6
Investissement direct étranger	1.7	1.8	1.8	2.1	1.3	1.9	2.1	2.1	2.2	2.2
	(Percentage change, unless otherwise indicated)									
Volume des exportations	-0.9	4.1	3.8	4.1	-4.0	8.5	6.7	6.7	7.0	7.6
Pétrole brut	-16.7	16.5	14.8	0.5	-5.7	1.6	-4.2	-6.3	-6.6	-4.7
Secteur non pétrolier	2.5	1.9	1.9	4.9	-3.7	9.8	8.7	8.8	8.9	9.0
Volume des importations	7.0	7.9	7.8	3.8	-2.5	6.8	3.1	4.3	5.7	5.7
Termes de l'échange	1.7	1.7	1.5	-2.7	-16.2	3.0	-2.2	-1.6	-0.5	-2.8
Indice des prix à l'exportation non pétroliers	-3.5	-1.0	-0.7	-1.5	-12.4	0.6	-2.7	-1.3	-0.7	-1.0
Indice des prix à l'exportation	8.9	1.8	1.4	-2.4	-23.6	2.7	-0.5	-0.9	-1.1	-2.1
Indice des prix à l'importation	3.6	-0.6	-0.1	-0.2	-8.8	-0.3	1.7	0.7	-0.6	0.8
Cours du pétrole (dollar par baril)	68.3	61.8	61.4	57.9	35.6	37.9	40.9	43.2	45.0	46.4

Sources : autorités camerounaises ; et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 4. Cameroun : situation monétaire, 2018-25
(milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	2018		2019				2020		2021	2022	2023	2024	2025	
	Incl. CCA	Q1 Act.	Q2 Act.	Q3 Act.	5th Rev.	Est.	5th Rev.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.	Proj.		
Avoirs extérieurs nets	2,074	2,073	2,105	2,214	1,995	2,110	2,361	2,182	2,016	2,067	2,246	2,384	2,542	2,733
Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)	1,477	1,477	1,522	1,702	1,447	1,594	1,643	1,666	1,378	1,429	1,609	1,746	1,904	2,095
<i>dont</i> : avoires extérieurs de la BEAC	2,007	2,007	2,045	2,254	2,016	2,153	2,189	2,315	2,150	2,201	2,380	2,484	2,591	2,703
<i>dont</i> : crédit du FMI	-268	-268	-265	-265	-306	-297	-302	-387	-528	-528	-528	-494	-443	-364
Banques commerciales	597	595	583	513	548	516	718	516	638	638	638	638	638	638
Avoirs intérieurs nets	2,978	3,162	3,075	3,105	3,353	3,497	3,188	3,830	3,435	3,761	3,950	4,197	4,483	4,850
Crédit intérieur	3,655	3,774	3,716	3,742	3,891	4,057	4,005	4,390	4,251	4,578	4,766	5,013	5,299	5,667
Créances nettes sur le secteur public	761	785	785	814	927	989	967	1,208	1,290	1,468	1,506	1,561	1,614	1,665
Créances nettes sur l'administration centrale	882	883	893	928	1,085	977	1,165	1,197	1,445	1,609	1,697	1,737	1,780	1,785
Banque centrale	309	309	285	192	282	263	394	321	532	560	530	480	430	347
Créances	845	845	842	842	883	875	879	965	1,105	1,105	1,105	1,014	905	768
Crédit en-deçà du plafond statutaire	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	577	519	462	404
Contrepartie du crédit FMI	268	268	265	265	306	297	302	387	528	528	528	494	443	364
Dépôts	-536	-536	-557	-650	-602	-611	-485	-643	-573	-545	-575	-534	-475	-421
Banques commerciales	573	574	609	737	804	714	771	876	913	1,049	1,167	1,257	1,351	1,428
Créances sur le Trésor	576	577	615	774	834	727	802	887	942	1,076	1,194	1,284	1,378	1,455
Dépôts	-3	-3	-6	-38	-30	-13	-31	-11	-29	-27	-27	-27	-27	-27
Dépôts d'autres organismes publics	-397	-397	-388	-413	-414	-312	-465	-312	-435	-435	-485	-485	-490	-460
Crédit aux organismes autonomes	33	56	38	52	33	56	37	56	39	41	41	43	45	47
Crédit à l'économie 1/	3,137	3,232	3,173	3,175	3,186	3,336	3,268	3,449	3,203	3,363	3,514	3,718	3,965	4,295
Crédit aux entreprises publiques	243	243	242	247	223	267	230	267	241	253	253	266	279	293
Crédit aux établissements financiers	54	60	46	35	34	60	68	60	71	75	75	79	83	87
Crédit au secteur privé	2,839	2,929	2,885	2,893	2,930	3,008	2,970	3,122	2,890	3,034	3,185	3,373	3,602	3,915
Autres postes (net)	3,137	-612	-640	-637	-538	-560	-816	-560	-816	-816	-816	-816	-816	-816
Monnaie au sens large	5,053	5,235	5,180	5,320	5,348	5,607	5,550	6,012	5,451	5,829	6,196	6,580	7,025	7,584
Circulation fiduciaire hors banques	1,074	1,057	1,002	1,035	1,042	1,131	1,124	1,212	1,105	1,180	1,254	1,331	1,419	1,531
Dépôts	3,979	4,178	4,178	4,285	4,306	4,476	4,425	4,800	4,347	4,648	4,943	5,250	5,605	6,052
Pour mémoire :														
Emprunt net auprès de la banque centrale, hors FMI	41	41	20	-73	-24	-34	92	-66	4	32	2	-14	-14	-17
Contribution à la croissance de la monnaie au sens large en points de pourcentage)														
Avoirs extérieurs nets	2.3	2.2	1.5	7.9	3.7	0.7	5.5	1.3	-6.2	0.9	3.1	2.2	2.4	2.7
Avoirs intérieurs nets	7.5	11.5	10.1	6.9	9.2	6.4	0.5	5.9	4.4	6.0	3.2	4.0	4.3	5.2
<i>dont</i> : crédit à l'administration centrale	6.5	6.5	6.8	5.9	6.3	1.8	5.4	3.9	5.0	3.0	1.5	0.7	0.6	0.1
Crédit à l'économie (variations annuelles en pourcentage)	7.2	10.5	7.7	4.4	2.8	3.2	1.1	3.4	-2.0	5.0	4.5	5.8	6.6	8.3
Crédit au secteur privé														
Variations annuelles en pourcentage	4.6	7.9	7.1	7.8	4.4	2.7	1.4	3.8	-2.7	5.0	5.0	5.9	6.8	8.7
En pourcentage du PIB	13.3	13.6	12.7	12.7	12.9	13.2	13.1	13.0	12.8	12.5	12.4	12.4	12.4	12.5
Monnaie au sens large (variations annuelles en pourcentage)	9.8	13.7	11.9	14.8	12.9	7.1	6.0	7.2	-1.8	6.9	6.3	6.2	6.7	8.0
Circulaire fiduciaire hors banques	9.8	8.0	8.5	14.6	8.1	7.1	6.4	7.2	-1.7	6.8	6.2	6.1	6.7	7.9
Dépôts	9.8	15.3	12.8	14.8	14.1	7.1	5.9	7.2	-1.8	6.9	6.3	6.2	6.8	8.0
Vitesse de circulation (PIB/moyenne M2)	4.2	4.1	4.4	4.3	4.2	4.1	4.1	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1

Sources : BEAC ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Le crédit à l'économie inclut le crédit aux entreprises publiques, aux établissements financiers et au secteur privé.

Tableau 6a. Cameroun : calendrier initial des décaissements dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, 2017-20

	Date de disponibilité	Montant (millions de DTS)	Pourcentage de la quote-part 1/	Conditions de décaissement
1	6/26/2017	124.2	45	Approbation de l'accord au titre de la FEC par le conseil d'administration.
2	12/15/2017	82.8	30	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2017, et achèvement de la première revue.
3	6/30/2018	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2017, et achèvement de la deuxième revue.
4	12/15/2018	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2018, et achèvement de la troisième revue.
5	6/15/2019	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2018, et achèvement de la quatrième revue.
6	12/15/2019	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2019, et achèvement de la cinquième revue.
7	5/31/2020	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2019, et achèvement de la sixième revue.
	Total	483.0	175	

Source : calculs des services du FMI.

1/ La quote-part actuelle du Cameroun est de 276,0 millions de DTS, et sa dette non amortie s'élève à 427,8 millions de DTS au 15 avril 2020.

Tableau 6b. Cameroun : nouveau calendrier de décaissements proposé dans le cadre de l'accord au titre de la FEC, 2017-20

	Date de disponibilité	Montant (millions de DTS)	Pourcentage de la quote-part 1/	Conditions de décaissement
1	6/26/2017	124.2	45	Approbation de l'accord au titre de la FEC par le conseil d'administration.
2	12/15/2017	82.8	30	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2017, et achèvement de la première revue.
3	6/30/2018	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2017, et achèvement de la deuxième revue.
4	12/15/2018	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2018, et achèvement de la troisième revue.
5	6/15/2019	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2018, et achèvement de la quatrième revue.
6	12/15/2019	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin juin 2019, et achèvement de la cinquième revue.
7	7/25/2020	55.2	20	Observation des critères de réalisation continus et à fin décembre 2019, et achèvement de la sixième revue.
	Total	483.0	175	

Source : calculs des services du FMI.

1/ La quote-part actuelle du Cameroun est de 276,0 millions de DTS, et sa dette non amortie s'élève à 427,8 millions de DTS au 15 avril 2020.

Appendice I. Lettre d'intention

Yaoundé, le 28 Avril , 2020

A:

Madame Kristalina Georgieva
Directrice Générale
Fonds Monétaire International
700 19th Street N.W.
Washington, DC. 20431
Etats-Unis d'Amérique

Objet : Lettre d'intention pour l'accès aux ressources de la Facilité de Crédit Rapide

Madame la Directrice Générale,

1. Alors que le Gouvernement poursuit la mise en œuvre de son Programme Economique et Financier, appuyé par une Facilité Elargie de Crédit (FEC), la pandémie de COVID-19 est apparue et hypothèque les gains macroéconomiques durement obtenus et mettant en danger notre programme de développement. Avant même que le premier cas ne soit confirmé dans notre pays, l'impact économique se faisait déjà sentir, lorsque les échanges commerciaux avec la Chine et l'Europe, premiers partenaires économiques du Cameroun, ont été ralentis. En effet, nos secteurs d'exportation et de services ont été durement touchés, suite à l'arrêt brutal des importations et des exportations avec la Chine et l'Europe. La baisse des flux touristiques et des transferts venant de l'étranger, l'annulation de plusieurs événements internationaux importants (dont le Championnat d'Afrique des Nations de Football) qui devaient avoir lieu à Douala et Yaoundé au cours du premier semestre de cette année et le ralentissement de la croissance mondiale, ont également impacté négativement nos performances économiques. Les effets de la pandémie viennent s'ajouter à l'impact économique négatif de la crise sécuritaire dans les deux régions anglophones ainsi que dans l'Extrême-Nord, sans oublier les conséquences de l'incendie à la SONARA à fin mai 2019, qui a provoqué l'arrêt de toutes ses activités industrielles.

2. Depuis le début du mois de mars dernier, l'impact économique négatif de la pandémie s'est accéléré avec l'augmentation du nombre de personnes testées positives au COVID-19. Pour contenir et atténuer la propagation de la maladie, le Gouvernement a pris le 17 mars 2020, un ensemble de mesures restrictives, au rang desquelles la fermeture de nos frontières terrestres, aériennes et maritimes (à l'exception des vols de fret et des navires transportant des produits de consommation et des biens et matériaux essentiels, ainsi que des échanges commerciaux avec le Tchad et la RCA, sans préjudice des contrôles sanitaires des conducteurs), l'annulation des compétitions sportives, la fermeture des écoles, des bars et restaurants et l'interdiction des rassemblements de plus de 50

personnes sur tout le territoire national. Nous avons également augmenté les dépenses de santé pour répondre à cette pandémie.

3. Parallèlement à la mise en œuvre de ces mesures drastiques, un plan de préparation et de réponse au COVID-19 a été élaboré par le Ministère de la Santé Publique avec le soutien de l'OMS et les autres institutions gouvernementales locales. Le plan prévoit une coordination des efforts sur tout le territoire national, l'investigation et la réponse rapide, la fourniture de soins et de médicaments aux patients, la prévention et le contrôle des infections, et la sensibilisation de la population aux risques posés par la pandémie et aux méthodes de prévention. À ce stade, le coût de la préparation et du plan de réponse est estimé à 58.3 milliards de FCFA (0,2 pour cent du PIB).

4. Notre pays doit faire face aux effets et conséquences du COVID-19 en même temps que nous subissons l'effondrement des cours internationaux du pétrole. La combinaison de ces deux chocs aura un impact négatif majeur sur l'activité économique du Cameroun. Nos projections préliminaires indiquent que la croissance du PIB réel pourrait passer de 3,9% en 2019 à -1,2% en 2020, en baisse par rapport à une projection pré-pandémie de 3,8% lors de la 5^{ème} revue de la Facilité Elargie de Crédit, en raison de divers canaux par lesquels la pandémie du COVID-19 affecte les activités économiques, en particulier la fermeture de nos frontières et les restrictions imposées à la circulation des personnes. Malgré la perturbation des canaux d'approvisionnement alimentaire, l'inflation devrait augmenter modérément en raison de facteurs multiples qui réduisent la demande intérieure.

5. Nous prévoyons une détérioration importante de notre position extérieure. La baisse des prix internationaux du pétrole, de la demande mondiale de nos exportations non-pétrolières, des recettes liées au tourisme et des transferts courants (y compris les envois de fonds de la diaspora) devraient creuser notre déficit du compte courant d'au moins 2 points de pourcentage du PIB. Cette augmentation du déficit du compte courant, conjuguée à la baisse prévue des entrées de capitaux non officiels, générera un déficit de financement extérieur estimé à 2 pour cent du PIB en 2020.

6. La forte chute des prix du pétrole, le ralentissement de l'activité économique et la mise en œuvre des mesures pour limiter la propagation de la pandémie auront un fort impact négatif sur les recettes budgétaires, tandis que les dépenses augmenteront, en particulier pour mettre en œuvre notre plan de lutte contre la pandémie, répondre aux besoins de santé de base et soutenir les segments les plus vulnérables de la population. Les incertitudes sur la durée et l'étendue de la pandémie compliquent une évaluation complète de l'impact total des deux chocs sur les finances publiques. Nous prévoyons actuellement une baisse des recettes intérieures totales de 1.3 point de pourcentage du PIB en 2020, par rapport aux projections antérieures au COVID-19. Pour faire face à la pandémie, le Gouvernement a intensifié le resserrement des contrôles sur les dépenses et entamé une réévaluation de son programme d'investissement pour redéfinir les projets prioritaires, libérer l'espace pour le financement des dépenses liées au COVID-19, et soutenir les entreprises du secteur privé durement touchées ainsi que les groupes les plus vulnérables de la population. Malgré ces mesures et la baisse automatique des subventions budgétisées sur les prix des carburants à la pompe, le choc lié à la pandémie génère des besoins budgétaires immédiats pour 2020 de près de 400 milliards de FCFA (environ 700 millions de dollars).

7. Dans ce contexte et face aux besoins budgétaires et de balance des paiements urgents résultant des deux chocs exogènes, ainsi que de la nécessité de limiter l'impact négatif de ces chocs sur nos efforts de lutte contre la pauvreté et sur la croissance, le Gouvernement du Cameroun sollicite du FMI un financement d'urgence au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) d'un montant de 165.6 millions de DTS, soit 60 pour cent de notre quote-part, pour alléger la pression sur nos ressources budgétaires et nos réserves officielles de change. Nous sommes convaincus que la participation du FMI à l'effort international visant à aider le Cameroun à faire face aux conséquences économiques de la pandémie mondiale jouera un rôle de catalyseur dans l'obtention des financements supplémentaires auprès de nos partenaires au développement, en particulier pour couvrir les besoins urgents de mise à niveau de notre système de santé. Nous nous engageons également à intensifier nos efforts pour solliciter une aide financière supplémentaire auprès des bailleurs de fonds sous forme de dons ou de prêts concessionnels.

8. Nous veillerons à ce que l'aide financière reçue soit utilisée aux fins prévues, dans le strict respect des dispositions de la loi portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la gestion des Finances Publiques au Cameroun et la loi portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques, toutes adoptées en juillet 2018. A cet effet, les fonds liés au COVID-19 feront l'objet d'une stricte application des procédures et contrôles budgétaires prévus par les textes suscités. De plus, nous nous engageons à produire un rapport semestriel sur les dépenses liées au COVID-19, commander un audit indépendant de ces dépenses à la fin de l'année fiscale 2020, et publier les résultats de cet audit. Nous nous engageons également à publier les documents relatifs aux résultats d'attribution des marchés passés par le gouvernement et les bénéficiaires effectifs des attributaires dans le cadre des dépenses liées à COVID-19. Entre-temps, lesdites dépenses seront intégrées dans un budget rectificatif en préparation qui sera présenté au Parlement en juin 2020.

9. Nous restons fermement déterminés à respecter les engagements pris dans notre lettre d'intention du 7 janvier 2020 à l'occasion de la cinquième revue ainsi que dans le programme soutenu par la FEC. Cependant, l'impact de la pandémie sur les perspectives économiques et les restrictions qui l'accompagnent empêchent de conclure la sixième revue du programme à ce stade. Le maintien de la stabilité macroéconomique, le renforcement de la base des recettes budgétaires, l'amélioration de l'efficacité de la dépense, la promotion de la bonne gouvernance et la promotion du secteur privé formel restent des objectifs clés. Le gouvernement veillera à ce que les mesures de soutien et d'accompagnement prises dans le cadre de la riposte au COVID-19 ne portent pas préjudice à la mobilisation des recettes fiscales à moyen et long terme. Il s'engage à observer la transparence budgétaire en inscrivant lesdites mesures dans une loi de finances rectificative. De plus, le gouvernement n'introduira pas de mesures ou de politiques qui aggraveraient ses difficultés de balance des paiements, ni de nouvelles restrictions aux échanges et au commerce. A cause du retard dans la conclusion de la sixième revue au titre de l'accord FEC et pour permettre une demande d'accès aux ressources de la FCR de 60% du quota, nous demandons que (i) l'accord FEC soit prolongé du 25 juin 2020 au 30 septembre 2020 ; et (ii) la date de disponibilité pour la sixième revue (septième décaissement) au titre de l'accord FEC soit déplacée du 31 mai 2020 au 25 juillet 2020.

10. Le Gouvernement camerounais continuera de maintenir un dialogue constructif avec le FMI et fournira au personnel du Fonds toutes les données et informations nécessaires pour évaluer nos politiques, y compris celles prises dans le cadre de l'accès à la FCR. Nous convenons de coopérer avec le FMI dans le cadre de toute mise à jour de l'évaluation des sauvegardes de la BEAC qui serait effectuée par le Fonds. Nous autorisons également le FMI à publier cette lettre d'intention ainsi que le rapport des services pour la demande de décaissement au titre de la FCR.

Veillez agréer, Madame la Directrice Générale, l'expression de ma considération distinguée,

/s/

Louis Paul Motaze

Ministre des finances



CAMEROUN

Le 28 avril 2020

DEMANDES DE DÉCAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT RAPIDE, DE PROROGATION DE L'ACCORD AU TITRE DE LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT, ET DE RÉÉCHELONNEMENT DE L'ACCÈS — ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
David Owen et Marcello
Estevão (IDA)

Viabilité de la dette — analyse conjointe Banque mondiale/FMI¹

Risque de surendettement extérieur	Élevé ²
Risque de surendettement global	Élevé
Niveau de détail de la notation du risque	Viable
Élément d'appréciation	Non
Prévisions macroéconomiques	Mises à jour pour rendre compte des effets économiques attendus de la pandémie de COVID-19 (ralentissement de la croissance, baisse des exportations et augmentation du déficit budgétaire)
Stratégie de financement	Mise à jour pour tenir compte du creusement de l'écart de financement et du recours accru au financement concessionnel.

¹ Le périmètre de la dette est resté inchangé par rapport à la précédente analyse de viabilité de la dette (FMI, rapport n° 20/48).

²La note du Cameroun sur l'indicateur composite (IC) est fondée sur les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2019 et sur l'évaluation de la politique et des institutions nationales réalisée par la Banque mondiale en 2018. La capacité d'endettement du Cameroun est donc moyenne.

Outils de réalisme utilisés	Aucun
Notation mécanique du risque d'après l'AVD extérieure	Élevé
Notation mécanique des risques d'après l'AVD publique	Élevé

Le présent document actualise l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu (AVD–PFR) conjointement réalisée par le FMI et la Banque mondiale en janvier 2020 dans le cadre de la cinquième revue de l'accord appuyé par la facilité élargie de crédit (rapport du FMI n° 20/48). Il s'inscrit dans le contexte du décaissement que les autorités camerounaises ont demandé au titre de la facilité de crédit rapide en vue de combler le déficit de financement causé par la pandémie de COVID–19. Il comprend une mise à jour des prévisions pour le cadre macroéconomique et de nouvelles informations relatives à l'emprunt. Le Cameroun encourt toujours un risque élevé de surendettement public extérieur et global ; sa dette demeure toutefois viable, à condition qu'il dispose de ressources concessionnelles et qu'il évite de contracter de nouveaux emprunts non concessionnels. L'évaluation s'explique par les dépassements des deux seuils pour le service de la dette extérieure dans le scénario de référence. Ces dépassements s'accroissent lorsqu'on intègre le choc lié à la COVID–19 et s'ajoute à un nouveau dépassement ponctuel du ratio valeur actuelle de la dette/exportations, ainsi qu'à une aggravation du risque de financement sur les marchés. Néanmoins, un ensemble de facteurs étaye la conclusion selon laquelle la dette reste viable. Plusieurs risques pèsent sur cette évaluation et s'ils venaient à se concrétiser, les autorités devraient probablement prendre d'autres mesures afin de préserver la viabilité de la dette.

1. D'après des estimations très préliminaires, la dette publique du Cameroun atteignait 42,9 % du PIB à fin décembre 2019 (tableau 1 du texte).

Cette augmentation s'explique en grande partie par le décaissement de l'aide multilatérale et bilatérale et l'émission d'obligations d'État. Les données préliminaires sur les décaissements d'aide extérieure non concessionnelle et sur les nouveaux emprunts indiquent que les critères de réalisation à fin décembre ont été remplis et restent de loin inférieurs à leur plafond (graphique 1 du texte). À la mi-mars 2020, les décaissements et les emprunts semblent essentiellement limités à l'appui budgétaire et à la signature de projets avec la Banque africaine de développement (BAD). Un faible montant d'arriérés extérieurs est apparu en avril (10 milliards de FCFA) en raison du choc de la COVID–19, mais il est en cours d'apurement.

2. Les hypothèses macroéconomiques actualisées rendent compte des effets attendus de la pandémie de COVID–19 (tableau du texte). Ce choc devrait se concentrer en 2020 et provoquer un ralentissement brutal de la croissance et des exportations, ainsi qu'un creusement du déficit budgétaire, du fait d'une baisse des recettes et de dépenses urgentes. Il devrait se prolonger jusqu'en 2021, en raison de la baisse prévue des cours des produits de base et de retards dans les projets d'investissement.

3. Par ailleurs, un certain nombre d'hypothèses de financement a été modifié (tableau 3 du texte). En particulier, l'appui budgétaire de la BAD, qui avait été retardé pour des raisons administratives, est comptabilisé en 2020. En outre, le financement de 136 milliards de FCFA au titre de la facilité de crédit rapide a été ajouté en 2020, ainsi qu'un écart de financement extérieur non affecté à moyen terme, ce qui permettrait de rétablir les avoirs extérieurs nets à un niveau proche de celui de la cinquième revue. Il est supposé que les modalités de financement de l'écart non alloué sont celles de l'IDA, étant donné qu'une assistance financière supplémentaire est attendue de sources diverses (Banque mondiale, Banque africaine de développement, France, BDEAC) et que les autorités se sont engagées à recourir en priorité à l'emprunt concessionnel. Les décaissements de prêts-projets sont revus à la baisse pour 2020, en raison de retards éventuels dans les importations, et les financements sont davantage concessionnels, ce qui correspond à la

volonté des autorités de privilégier les financements concessionnels. Étant donné que la dernière émission d'obligations intérieures, qui remonte à la mi-mars, n'a recueilli que 85 % de souscriptions et que l'inflation a été révisée à la hausse, les taux d'intérêt intérieurs sont majorés de 1 point de pourcentage pour 2020. Puisque la baisse des cours du pétrole devrait être favorable à la SONARA, la dette extérieure à court terme est abaissée à 0,1 % du PIB à moyen terme, car elle devrait redevenir viable plus rapidement.

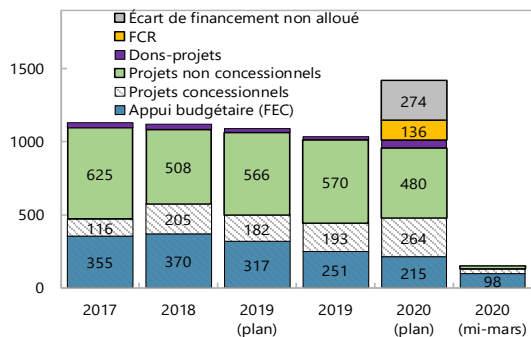
4. Le Cameroun continue d'afficher un risque élevé de surendettement public global, mais sa dette reste viable. Comme antérieurement, les seuils des deux indicateurs du service de la dette extérieure sont dépassés, preuve de la fragilité de la situation de liquidité. Le choc de la COVID-19 aggrave ces dépassements à court terme et augmente l'encours de la dette prévue. De surcroît, le ratio VA de la dette/exportations dépasse maintenant son seuil en 2020 à cause de la forte contraction des exportations et, avec le bond récent des écarts EMBI, le risque de financement sur les marchés passe de faible à modéré. Néanmoins, les services du FMI considèrent toujours la dette comme viable, sur la base des facteurs suivants.

- Les indicateurs de la dette demeurent sur une trajectoire non explosives et les indicateurs de l'encours de la dette restent inférieurs à leur seuil, à part un dépassement ponctuel.
- Le ratio service de la dette/recettes s'inscrit nettement à la baisse et passe au-dessous du seuil après 2023.
- Le dépassement de seuil du ratio service de la dette/exportations s'est aggravé, mais il reste essentiellement dû à l'inclusion de la dette des fournisseurs à court terme de la SONARA (graphique 1 du texte), qui est garantie par le pétrole importé et est sensible aux hypothèses de refinancement et de restructuration.
- La faiblesse des cours du pétrole devrait profiter à la SONARA en réduisant sa vulnérabilité, étant donné que le prix du pétrole raffiné est fixe sur le marché intérieur.
- Si la SONARA ne possède pas d'arriérés extérieurs, les autorités n'ont garanti qu'un seul de ses prêts, qui ne compte aucun paiement en souffrance et a été suspendu.
- Le premier paiement du principal de l'euro-obligation ne sera exigible qu'en 2023 : d'ici là, les conditions de financement sur les marchés extérieurs se seront normalisées d'après les projections.
- Le scénario de référence ne prévoit pas la suspension éventuelle du service de la dette par le G-20, qui pourrait porter sur 100 milliards de FCFA en 2020 et que les autorités s'emploient à obtenir.
- **Cette évaluation est fortement vulnérable à un ensemble de risques.** Parmi les principaux risques figurent un choc de la COVID-19 plus prolongé et plus grave, ainsi que la réalisation de passifs conditionnels (par exemple, le coût potentiel de la restructuration de la SONARA ou un retard dans le rétablissement attendu de sa viabilité). En revanche, la suspension du service de la dette par le G-20 et une restructuration concluante des arriérés de la SONARA (qui devrait tirer parti de la baisse prévue

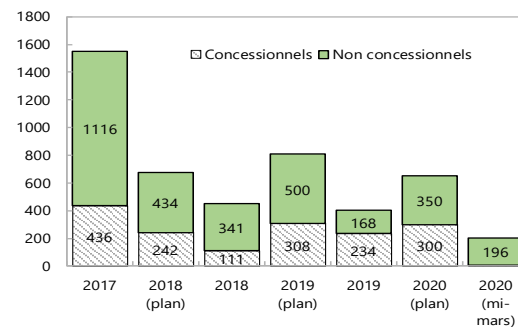
des cours internationaux du pétrole) auraient pour effet positif de réduire les ratios du service de la dette. Si ces risques se concrétisent, les autorités devront probablement réfléchir à d'autres mesures pour garantir la viabilité de la dette. En effet, de nouveaux emprunts non concessionnels mettraient davantage en péril la viabilité de la dette, et ne serviraient pas les intérêts des autorités, qui essaient d'obtenir le soutien de la communauté internationale tandis que le G-20 vient d'accepter de suspendre le service de la dette publique bilatérale des pays à faible revenu.

Graphique 1 du texte. Cameroun – Évolution de la dette

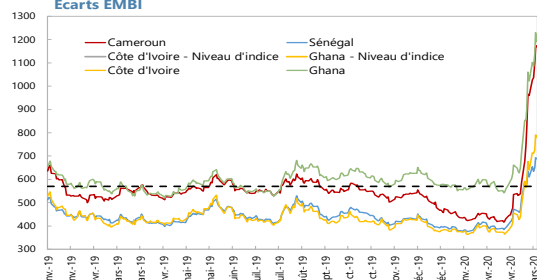
Décaissements de prêts-projets extérieurs, d'appui budgétaire et dons (milliards de FCFA)



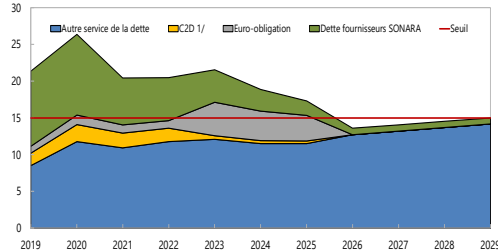
Plan d'emprunt (nouveaux contrats de prêts-projets signés) (milliards de FCFA)



Écarts EMBI



Ratio service de la dette extérieure/exportations



1/ Le CSD est une initiative de l'Agence française de développement (AFD) : chaque remboursement de dette est reversé au Cameroun sous forme de dons pour des projets spécifiques.

Source : Bloomberg ; autorités camerounaises ; estimations et calculs des services du FMI.

Tableau 1 du texte. Cameroun : dette contractée ou garantie par l'État, 2017-19

	déc.-17		déc.-18		déc-19 (Est.)	
	Milliards de FCFA	Pourcentage du PIB	Milliards de FCFA	Pourcentage du PIB	Milliards de FCFA	Pourcentage du PIB
A. Dette contractée ou garantie par l'État (estimation des autorités : 1+2+3)	6279	30.9	7389	34.4	8424	37.1
1. Dette extérieure	4650	22.9	5652	26.3	6445	28.4
2. Dette intérieure	1578	7.8	1691	7.9	1942	8.6
3. Dette (extérieure) contractée ou garantie par l'État	51	0.3	46	0.2	37	0.2
4. Obligations impayées de l'État (instances de paiements et arriérés)	838	4.1	489	2.3	598	2.6
5. Créances extérieures sur les entreprises publiques (hors SONARA)	9	0.0	9	0.0	9	0.0
6. Dette de la SONARA	534	2.6	597	2.8	711	3.1
7. dont dette extérieure	383	1.9	446	2.1	377	1.7
B. Dette contractée ou garantie par l'État (estimation des services du FMI : A + 4+5+6)	7659	37.7	8484	39.5	9741	42.9
Intérieure	2567	12.6	2331	10.8	2873	12.7
Extérieure	5093	25.1	6153	28.6	6868	30.3
dont dette garantie par l'État	60	0.3	55	0.3	46	0.2
C. Encours de la dette contractée mais non décaissée 1/	4424	21.8	4043	18.8	3473	15.3
Intérieure	178	0.9	171	0.8	65	0.3
Extérieure	4245	20.9	3873	18.0	3408	15.0
dont multilatérale	1848	9.1	1627	7.6	1674	7.4
dont bilatérale	1719	8.5	1545	7.2	1122	4.9
dont commerciale	679	3.3	701	3.3	613	2.7

Source : autorités camerounaises ; calculs des services du FMI.

1/ Les données sont très préliminaires et seront probablement révisées.

2/ Les données de 2019 à fin septembre seront mises à jour une fois que les données à fin décembre seront disponibles.

3/ Exclut l'appui budgétaire.

Tableau 2 du texte. Cameroun : principales hypothèses macroéconomiques, 2016-38

	2016-2019	2020	2021-2025	2026-2038
Croissance du PIB réel (pourcentage)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	4.0	-1.2	4.7	5.7
AVD 2018 1/	4.0	3.8	4.6	5.6
AVD 2017 mise à jour	4.1	4.7	5.3	5.5
Inflation (déflateur du PIB)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	1.5	0.9	1.8	1.8
AVD 2018 1/	1.5	1.9	1.6	1.8
AVD 2017 mise à jour	1.4	1.5	1.7	1.8
Solde budgétaire primaire (pourcentage du PIB)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	-2.9	-3.5	-1.2	-0.7
AVD 2018 1/	-2.9	-1.2	-0.6	-0.7
AVD 2017 mise à jour	-3.0	-0.6	-0.7	-0.8
Total des recettes, dons compris (pourcentage du PIB)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	15.2	13.5	14.5	15.5
AVD 2018 1/	15.2	14.8	15.0	15.5
AVD 2017 mise à jour	14.9	15.2	15.3	15.7
Exportations de biens et de services (pourcentage du PIB)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	18.9	13.8	15.1	13.5
AVD 2018 1/	18.9	18.1	15.9	13.3
AVD 2017 mise à jour	18.4	16.8	14.4	12.0
Cours du pétrole (dollars par baril)				
Mise à jour de l'AVD pour la FCR	56.3	35.6	42.7	46.4
AVD 2018 1/	56.4	57.9	55.0	55.3
AVD 2017 mise à jour	58.4	65.7	61.0	60.3

Source : autorités camerounaises ; calculs des services du FMI.
1/ L'année de l'AVD se rapporte à la dernière année pour laquelle des données réelles sont disponibles. La mise à jour de l'AVD 2017 renvoie à l'AVD établie en septembre 2018, tandis que l'AVD 2017 a été réalisée en juin 2018.

Tableau 3 du texte. Cameroun : Principales hypothèses de financement (en milliards de FCFA)

	2020		2021	
	5e revue	Demande FCF	5e revue	Demande FCF
Total décaissements extérieurs (dons excl.)	913	1351	793	1053
Prêts-projets	767	742	793	793
Appui budgétaire (alloué)	161	350	0	0
FMI - FEC	90	90	0	0
FMI - FCR	0	136	0	0
BM	56	56	0	0
BAD 1/	0	53	0	0
UE (don)	16	16	0	0
France	0	0	0	0
Appui budgétaire (non alloué)	0	274	0	260

1/ L'appui budgétaire a été retardé de 2019 à 2020

Tableau 1. Cameroun : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2016-39
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif										Moyenne 8/		
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2029	2039	Scénario	Projections
De dette extérieure (nominale) 1/	25.4	27.7	30.5	32.3	36.3	36.8	36.8	36.1	35.1	30.8	20.1	18.0	34.2
<i>dont : contractée ou garantie par l'Etat (CGE)</i>	22.3	25.1	28.6	30.4	34.3	34.8	34.8	34.2	33.2	29.2	19.1	15.9	32.4
Variation de la dette extérieure	1.3	2.3	2.8	1.8	3.9	0.5	0.0	-0.6	-1.0	-1.0	-1.1	0.7	-0.1
Flux généraux d'endettement net identifiés	0.8	-1.3	-0.7	0.8	4.7	1.1	0.1	-0.3	-0.7	-1.7	-2.9	0.7	-0.1
Déficit extérieur courant hors intérêts	2.1	1.9	2.5	2.8	4.6	3.6	2.7	2.5	2.2	1.2	-1.3	2.9	2.4
<i>dont : balance des biens et services</i>	2.5	2.0	2.9	3.0	5.2	4.4	3.7	3.5	3.2	1.9	-1.2	2.9	3.2
Exportations	19.2	18.7	18.9	18.7	13.8	14.9	15.3	15.3	15.1	14.0	12.5	14.0	12.5
Importations	21.7	20.6	21.8	21.7	19.0	19.2	19.0	18.7	18.4	15.9	11.3	15.9	11.3
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	-1.1	-1.2	-1.2	-1.2	-1.2	-1.3	-1.1	-1.1	-1.1	-1.0	-0.8	-1.0	-1.0
<i>dont : officiels</i>	-0.2	-0.2	-0.2	-0.4	-0.4	-0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.2	-0.2	-0.2	-0.2
Autres flux extérieurs courants (négatifs= entrées nettes)	0.7	1.1	0.8	1.0	0.5	0.5	0.3	0.2	0.1	0.3	0.7	0.9	0.3
IDF nets (négatifs = entrées)	-1.1	-2.3	-1.7	-1.8	-1.3	-1.9	-2.1	-2.1	-2.2	-2.0	-1.0	-2.0	-2.0
Dynamique endogène de la dette 2/	-0.2	-1.0	-1.5	-0.2	1.5	-0.5	-0.5	-0.6	-0.8	-0.9	-0.9	-0.9	-0.9
Contribution du taux d'intérêt nominal	1.0	0.8	1.1	0.9	1.1	1.0	1.0	1.0	0.9	0.7	0.5	0.5	0.5
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.1	-0.8	-1.0	-1.1	0.4	-1.5	-1.5	-1.5	-1.7	-1.7	-1.1	-1.3	-1.1
Contribution des variations de prix et de taux de change	-0.2	-0.9	-1.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Résidu 3/	0.6	3.6	3.5	1.1	-0.8	-0.6	-0.1	-0.4	-0.2	0.7	1.8	1.3	0.1
<i>dont : financement exceptionnel</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indicateur de viabilité													
VA de la dette extérieure CGE/PIB	21.6	21.6	21.6	23.4	25.9	25.8	25.5	24.7	23.9	21.6	14.8	4.3	4.4
VA de la dette extérieure CGE/exportations	114.2	124.7	187.4	173.5	166.4	161.9	158.0	154.5	148.3	118.3	118.3	2.7	1.4
Ratio service de la dette CGE/exportations	12.1	14.1	17.3	21.4	26.3	20.5	20.5	21.5	18.8	14.2	12.0	14.2	14.2
Ratio service de la dette CGE/recettes	14.0	15.6	18.5	23.2	24.5	18.4	18.8	19.4	16.8	11.4	9.0	16.7	16.7
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	1.8	1.5	2.6	2.9	3.4	2.5	2.2	2.2	1.9	1.3	-0.7	1.3	-0.7
Principales hypothèses macroéconomiques													
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.6	3.5	4.1	3.7	-1.2	4.5	4.4	4.5	5.0	5.7	5.8	4.3	4.4
Déficit du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	0.8	3.6	6.3	-3.6	0.4	3.4	2.3	1.9	1.8	1.8	1.9	-0.2	1.4
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4.5	3.2	4.5	2.9	3.4	3.1	3.0	2.8	2.6	2.5	2.6	3.4	2.7
Croissance des exportations de biens & services (en %)	-7.1	4.4	12.3	-1.1	-26.9	16.4	9.9	6.2	6.2	6.0	6.6	1.4	3.6
Croissance des importations de biens & services (en %)	-9.1	2.0	16.9	-0.5	-13.1	9.3	5.3	5.1	5.1	4.3	3.8	1.7	3.0
Éléments des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	16.6	16.9	17.7	17.3	14.9	16.5	16.7	16.9	17.0	17.3	16.6	16.7	16.9
Recettes publiques hors dons en pourcentage du PIB	180.17	198.13	2268.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.5
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	1.8	2.6	2.6	2.9	3.4	2.5	2.2	2.2	1.9	1.3	-0.7	1.3	-0.7
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	35.7	41.2	41.8	40.7	39.4	36.4	32.2	32.2	32.2	32.2	32.2	32.2	32.2
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	35.7	39.0	38.4	38.4	42.4	44.4	47.4	50.4	50.4	50.4	50.4	50.4	50.4
PIB nominal (milliards de dollars EU)	5.5	7.2	10.6	0.0	-0.8	8.0	6.8	6.5	7.0	7.6	7.8	4.1	5.9
Croissance du PIB nominal en dollars	5.5	7.2	10.6	0.0	-0.8	8.0	6.8	6.5	7.0	7.6	7.8	4.1	5.9
Pour mémoire :													
VA de la dette extérieure 7/	23.5	27.8	27.7	27.7	27.4	26.6	25.9	23.2	23.2	15.8	15.8	4.3	4.4
En pourcentage des exportations	124.0	134.9	201.6	186.5	179.1	174.6	170.8	165.9	125.8	125.8	125.8	2.7	1.4
Ratio service de la dette/exportations	18.3	18.2	23.0	25.2	31.0	23.5	23.5	24.6	21.9	17.0	13.8	14.2	14.2
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	8.4	9.0	9.9	10.7	11.3	11.7	11.7	12.1	15.6	22.7	22.7	16.7	16.7
(VA: -VA: -1/PIB: -1) (en pourcentage)	1.7	2.3	2.0	1.4	0.8	0.9	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	0.8	-0.4	-0.3	0.9	0.6	3.0	2.7	3.1	3.2	2.2	-0.2	1.3	-0.7

Sources : autorités nationales, estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égal à $(r - p - (1 + p) + g) / (1 + p + g)$ multiplié par le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal, g = taux de croissance du déficateur du PIB en \$EU, p = appréciation

nominal de la monnaie locale, et g = part de la dette extérieure libellée en monnaie locale dans la dette extérieure totale.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme de nouveaux emprunts (différence entre la valeur fiscale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur fiscale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Existo-t-1 une grande différence entre les deux critères?	Residency-based
Yes	Yes

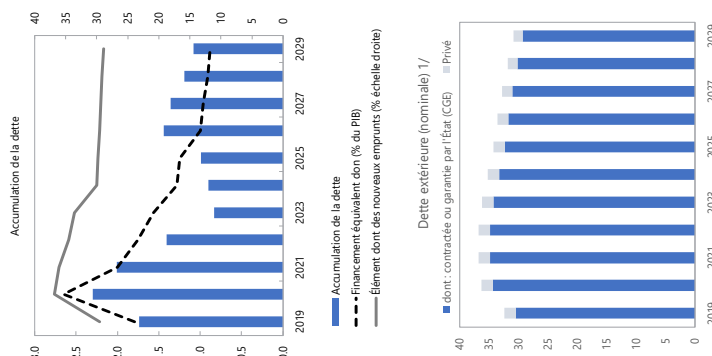


Tableau 2. Cameroun : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2016-39
(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Effectif										Projections										Moyenne 6/			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2029	2039	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024		2029	2039	
Dette du secteur public 1/	33.3	37.7	39.5	40.9	45.5	45.2	44.7	44.1	43.1	36.1	25.3	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	41.6
dont : libellée en devises	22.3	25.1	28.6	30.4	34.3	34.8	34.8	34.2	33.2	29.2	19.1	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	32.4
Variation de la dette du secteur public	1.3	4.4	1.8	1.4	4.6	-0.3	-0.5	-0.5	-1.0	-1.4	-0.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9	-0.3
Flux générateurs d'endettement identifiés	4.8	0.8	-0.3	0.4	4.9	0.1	-0.4	-0.6	-1.0	-1.4	-0.9	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	1.1
Déficit primaire	5.3	4.1	1.5	1.3	3.6	1.7	1.2	1.1	0.9	0.5	0.4	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	17.2
Revenues et dons	16.9	17.2	18.1	17.7	15.3	16.9	17.1	17.3	17.3	17.5	16.7	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.1	17.2
dont : dons	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	17.2
Dépenses primaires (hors intérêts)	22.1	21.2	19.6	19.0	18.9	18.6	18.3	18.4	18.2	17.9	17.1	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	19.7	18.3
Dynamique automatique de la dette	-0.4	-3.3	-0.4	-1.2	1.4	-1.6	-1.6	-1.7	-1.9	-1.9	-1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-1.1	-1.0	-1.5	-1.2	1.4	-1.6	-1.6	-1.7	-1.9	-1.9	-1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
dont : contribution du taux d'intérêt réel / moyen	0.4	0.2	-0.1	0.2	0.8	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-1.4	-1.1	-1.5	-1.4	0.5	-2.0	-1.9	-1.9	-2.1	-2.0	-1.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	0.6	-2.3	1.2	...	...	...	...	...	...	...	...	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0.0	0.0	-1.4	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produit des privatisations (légalité)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Allègement de la dette (initiative PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres (à préciser, par ex. re-capitalisation bancaire)	0.0	0.0	-1.4	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Résiduel	-3.6	3.7	2.1	1.0	-0.3	-0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Indicateurs de viabilité																								
VA de la dette du secteur public 2/	...	...	33.3	34.0	36.9	36.1	35.3	34.6	33.8	28.5	21.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	24.0	41.6
Ratio VA de la dette public/recettes et dons (en %)	...	...	184.0	192.3	240.9	213.0	206.5	200.5	195.3	162.9	125.4	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	15.9	32.4
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 3/	13.8	15.3	18.1	47.7	54.3	48.2	46.7	47.7	47.7	31.2	23.8	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	17.2
Besoin de financement brut 4/	8.6	7.9	5.0	10.0	11.9	9.8	9.1	9.3	9.1	5.9	4.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.3
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires																								
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	4.6	3.5	4.1	3.7	-1.2	4.5	4.4	4.5	5.0	5.7	5.8	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.3	4.4
Taux d'intérêt nominal moyens sur la dette en devises (en pourcentage)	3.5	3.4	3.0	2.3	2.6	2.4	2.3	2.1	1.9	1.8	2.0	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.0
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	-1.1	-1.5	-1.6	0.7	2.7	1.9	2.2	2.5	2.5	3.0	3.4	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	-1.7	2.4
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	3.1	-10.6	4.8	...	...	...	...	...	...	...	...	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	1.8	...
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	1.1	1.5	1.6	1.8	0.9	2.3	1.8	1.6	1.6	1.8	1.9	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7	1.7
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigées du délateur du PIB, en %)	-0.1	-0.6	-4.0	0.9	-2.2	3.1	2.5	5.1	4.1	5.2	5.3	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	6.8	3.6
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	4.0	-0.4	-0.3	-0.1	-1.0	2.0	1.7	1.6	1.9	1.8	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.4
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public. Administration centrale/Dette garantie par l'Etat/Dette non garantie des entreprises publiques. Définition de la dette extérieure/intérieure est Residency-based.

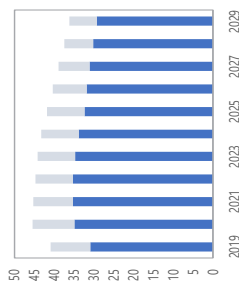
2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe. L'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

5/ Définit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (%); encadrement primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.



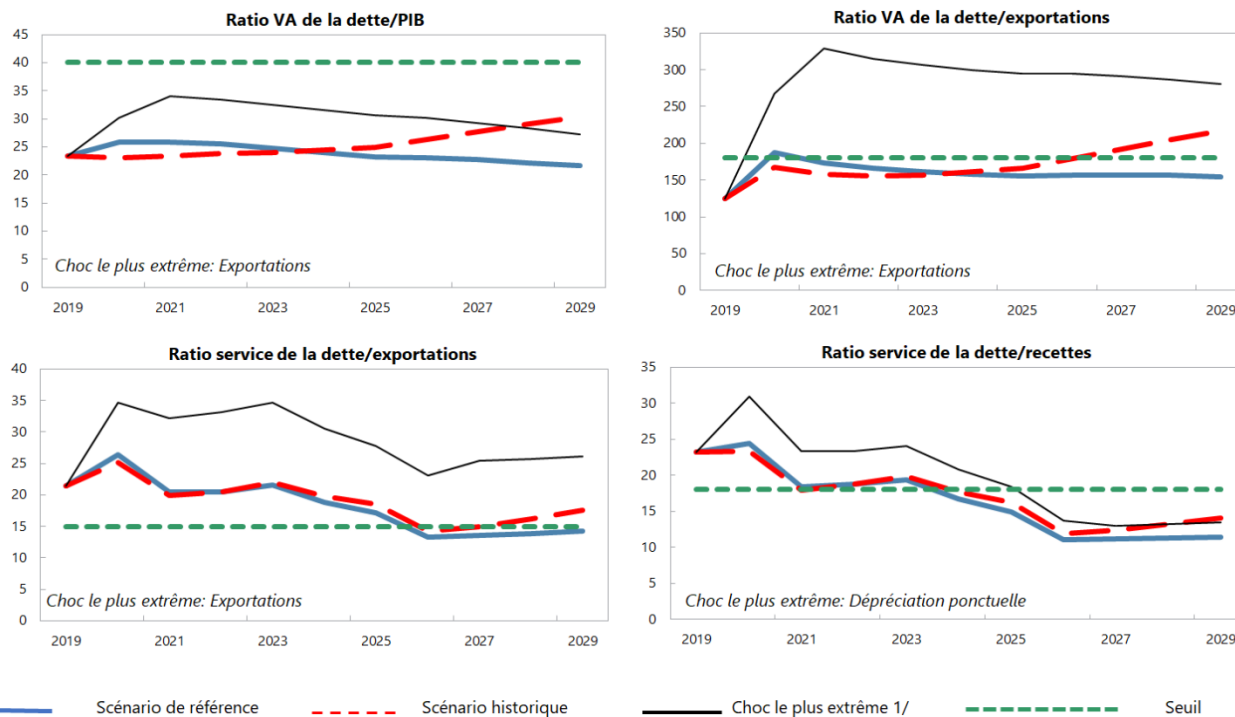
dort: déteu par les résidents

dort: déteu par les non-résidents



2019 2021 2023 2025 2027 2029

Graphique 1. Cameroun : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État selon divers scénarios, 2019-29



Personnalisation des paramètres par défaut		
	Ampleur	Interactions
Choc d'engagements		
Passifs éventuels combinés	Yes	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.
Prix des produits de base	No	No
Financement de marché	No	No

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *		
	Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
Part de la dette marginale		
External PPG MLT debt	100%	
Modalités de la dette marginale		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.9%	1.9%
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	23	23
Période de grâce moyenne (minimum 1)	5	5

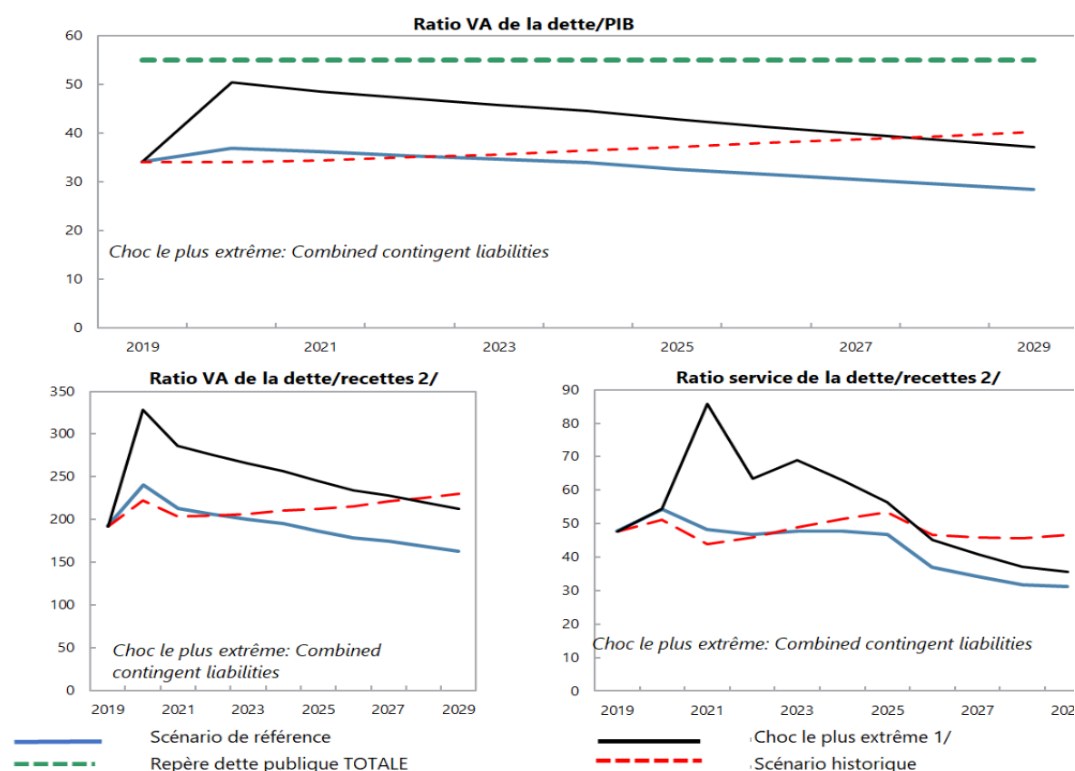
* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2029. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

2/ L'ampleur des chocs utilisés pour le test de résistance aux chocs sur les prix des produits de base est fondée sur les perspectives d'évolution des prix des produits de base établies par le Département des études du FMI.

Graphique 2. Cameroun : indicateurs de la dette publique dans différents scénarios, 2019-29



Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
Part de la dette marginale		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	42%	42%
Dette intérieure à moyen et long terme	17%	17%
Dette intérieure à court terme	36%	41%
Modalités de la dette marginale		
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	1.9%	1.9%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	23	23
Période de grâce moyenne (minimum 1)	5	5
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	3.7%	3.7%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	3	3
Période de grâce moyenne	2	2
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	1.6%	1.6%

* Note : dans le AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les test de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2029. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Tableau 3. Cameroun : analyse de sensibilité pour les indicateurs clés de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2019-29

	2019	2020	2021	2022	Projections 1/					2026	2027	2028	2029
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029		
Ratio VA de la dette/PIB													
Scénario de référence	23	26	26	25	25	24	23	23	23	22	22		
A. Scénarios de rechange													
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	23	23	23	24	24	24	25	26	28	29	30		
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel	23	26	27	26	26	25	24	24	23	23	22		
B2. Solde primaire	23	26	28	28	27	26	26	25	25	24	24		
B3. Exportations	23	30	34	33	33	32	31	30	29	28	27		
B4. Autres flux 3/	23	27	27	27	26	25	24	24	24	23	22		
B5. Dépréciation	23	33	30	29	29	28	27	27	26	26	25		
B6. Combinaison de B1-B5	23	30	30	29	28	28	27	26	26	25	25		
C. Tests Adaptés													
C1. Passifs éventuels combinés	23	30	32	32	32	32	31	31	31	30	30		
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		
C3. Prix des produits de base	23	27	28	28	28	27	26	25	25	24	23		
C4. Financement de marché	23	29	29	29	28	27	26	26	25	25	24		
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40		
Ratio VA de la dette/exportations													
Scénario de référence	125	187	173	166	162	158	155	157	157	156	155		
A. Scénarios de rechange													
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	125	167	157	156	157	161	166	179	192	205	217		
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel	125	187	173	166	162	158	155	157	157	156	155		
B2. Solde primaire	125	191	187	181	177	174	172	173	173	172	170		
B3. Exportations	125	268	329	315	307	300	295	295	292	287	280		
B4. Autres flux 3/	125	192	182	175	170	166	163	164	164	163	161		
B5. Dépréciation	125	187	159	152	148	144	142	143	145	145	144		
B6. Combinaison de B1-B5	125	227	179	211	205	200	197	198	198	196	194		
C. Tests Adaptés													
C1. Passifs éventuels combinés	125	220	215	211	212	211	210	213	214	213	211		
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		
C3. Prix des produits de base	125	215	204	195	188	181	176	176	174	172	169		
C4. Financement de marché	125	188	174	168	163	159	156	157	157	156	155		
Seuil	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180		
Ratio service de la dette/exportations													
Scénario de référence	21	26	20	20	22	19	17	13	13	14	14		
A. Scénarios de rechange													
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	21	25	20	20	22	20	19	14	15	16	17		
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel	21	26	20	20	22	19	17	13	13	14	14		
B2. Solde primaire	21	26	21	21	22	19	18	14	15	15	15		
B3. Exportations	21	35	32	33	35	30	28	23	25	26	26		
B4. Autres flux 3/	21	26	21	21	22	19	17	14	14	15	15		
B5. Dépréciation	21	26	20	20	21	18	17	13	12	13	13		
B6. Combinaison de B1-B5	21	30	25	25	27	23	21	17	17	18	18		
C. Tests Adaptés													
C1. Passifs éventuels combinés	21	26	21	21	23	20	18	15	15	15	15		
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		
C3. Prix des produits de base	21	29	23	23	24	21	19	15	15	16	16		
C4. Financement de marché	21	26	21	21	22	20	19	14	14	13	14		
Seuil	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15		
Ratio service de la dette/recettes													
Scénario de référence	23	24	18	19	19	17	15	11	11	11	11		
A. Scénarios de rechange													
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	23	23	18	19	20	18	16	12	12	13	14		
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel	23	25	19	19	20	17	15	12	12	12	12		
B2. Solde primaire	23	24	19	19	20	17	15	12	12	12	12		
B3. Exportations	23	26	20	21	22	19	17	13	15	15	15		
B4. Autres flux 3/	23	24	19	19	20	17	15	11	12	12	12		
B5. Dépréciation	23	31	23	23	24	21	18	14	13	13	13		
B6. Combinaison de B1-B5	23	27	21	21	22	19	17	13	13	13	13		
C. Tests Adaptés													
C1. Passifs éventuels combinés	23	24	19	20	20	18	16	12	12	12	12		
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.		
C3. Prix des produits de base	23	29	22	22	23	19	16	12	13	13	13		
C4. Financement de marché	23	24	19	19	20	18	16	12	11	11	11		
Seuil	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18		

Sources : autorités nationales, estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en SEU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Tableau 4. Cameroun : analyse de sensibilité pour les indicateurs clés de la dette publique, 2019-29

	Projections 1/										
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	34	37	36	35	35	34	33	32	30	29	28
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	34	34	34	35	36	36	37	38	39	39	40
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	34	38	38	38	38	37	36	36	35	34	34
B2. Solde primaire	34	38	40	39	38	37	36	35	33	32	31
B3. Exportations	34	39	42	41	40	39	38	37	35	34	32
B4. Autres flux 3/	34	38	37	37	36	35	34	33	31	30	29
B5. Dépréciation	34	42	39	37	35	32	30	28	26	24	22
B6. Combinaison de B1-B5	34	36	37	35	34	33	31	30	28	27	26
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	34	50	48	47	46	44	43	41	40	38	37
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	34	39	41	43	45	45	45	44	43	41	40
C4. Financement de marché	34	37	36	35	35	34	33	32	30	29	28
Repère dette publique TOTALE	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	192	241	213	207	200	195	187	179	174	169	163
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	192	222	204	205	206	210	213	215	221	225	230
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	192	247	225	221	218	215	208	202	200	196	192
B2. Solde primaire	192	251	235	227	220	214	204	196	190	184	178
B3. Exportations	192	256	248	240	233	227	217	207	200	192	184
B4. Autres flux 3/	192	245	221	214	208	202	193	185	180	174	168
B5. Dépréciation	192	276	233	216	201	188	172	158	148	137	127
B6. Combinaison de B1-B5	192	237	216	206	197	189	178	169	162	155	148
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	192	329	286	275	265	257	245	234	228	220	213
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	192	293	276	287	283	277	263	248	243	237	231
C4. Financement de marché	192	241	214	208	202	196	187	179	174	168	163
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	48	54	48	47	48	48	47	37	34	32	31
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2019-2029 2/	48	51	44	46	49	51	53	47	46	46	47
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	48	55	51	50	52	53	52	42	40	38	38
B2. Solde primaire	48	54	53	54	53	53	50	40	37	35	34
B3. Exportations	48	54	49	48	49	48	47	38	37	34	33
B4. Autres flux 3/	48	54	48	47	48	48	47	37	35	32	32
B5. Dépréciation	48	55	52	50	51	50	49	38	36	33	33
B6. Combinaison de B1-B5	48	52	47	53	52	51	48	37	34	32	31
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	48	54	86	63	69	63	56	45	41	37	36
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	48	63	61	65	68	69	66	53	49	45	44
C4. Financement de marché	48	54	48	47	48	49	48	38	34	31	31

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

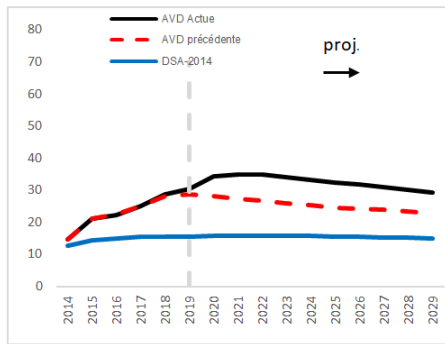
2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

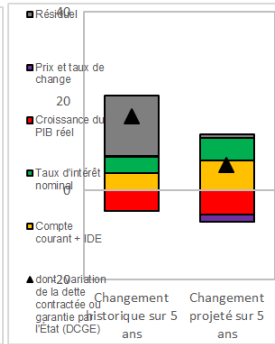
Graphique 3. Cameroun : facteurs de la dynamique de la dette – scénario de référence

Dettes extérieures

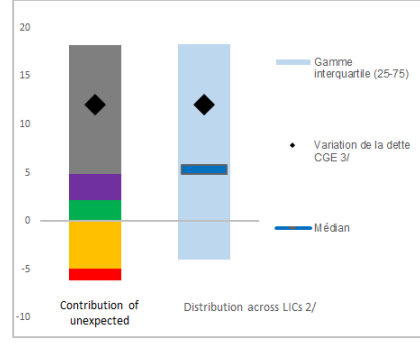
Dettes extérieures Brutes, Nominales
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)

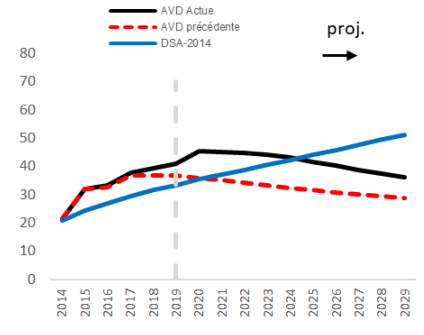


Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)

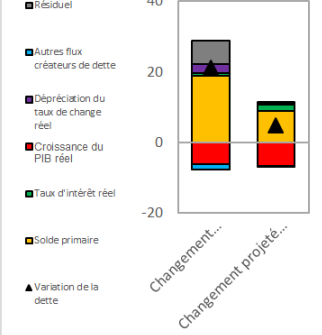


Dettes publiques

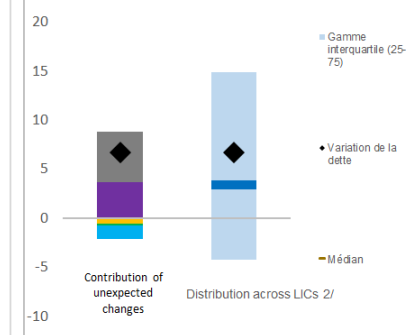
Dettes Publiques Brutes, Nominales
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)



Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)

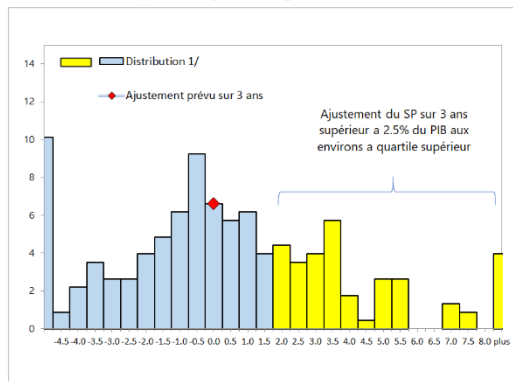


1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.
2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.
3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

Source : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI.

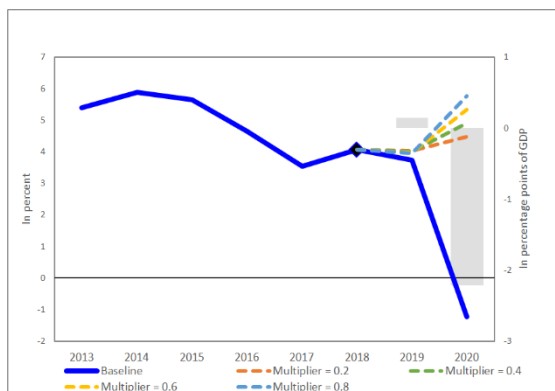
Graphique 4. Cameroun : outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'amplitude de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



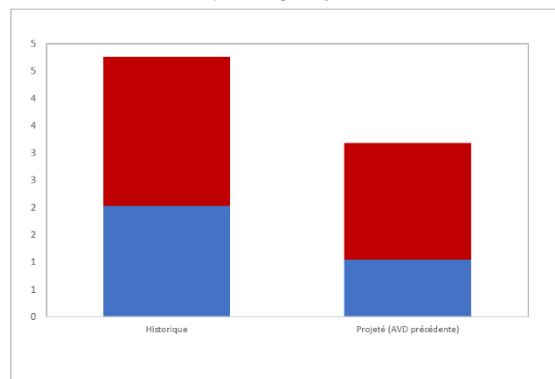
1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)



— Investissement public - AVD précédente — Investissement public - AVD actuelle
 - - - Investissement privé - AVD précédente - - - Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



■ Contribution d'autres facteurs
 ■ Contribution de l'investissement public

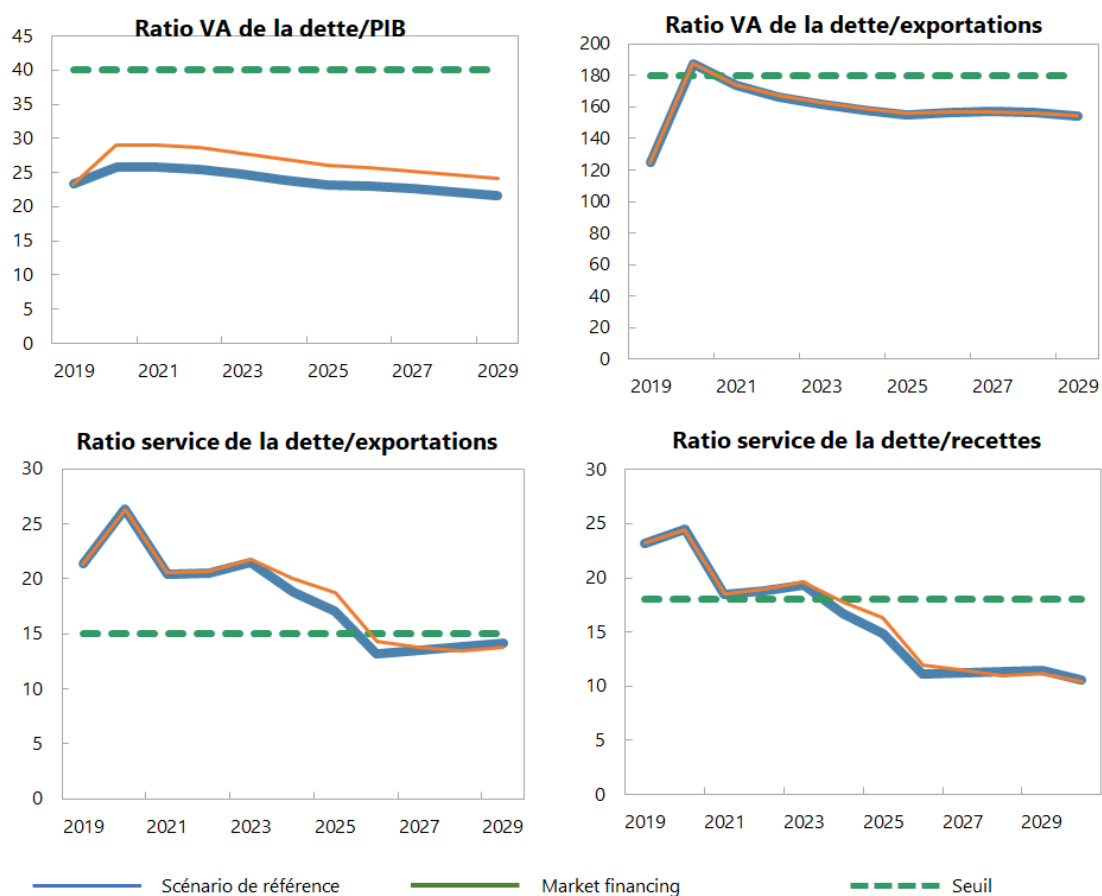
Source : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI.

Graphique 5. Cameroun : indicateurs du risque de financement sur les marchés

	GFN 1/	EMBI 2/
Niveaux de référence	14	570
Valeurs actuelles	12	1174
Dépassement	No	Yes
Besoins accrus de liquidité potentiels	Moderate	

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

Déclaration du représentant des services du FMI sur le Cameroun
Le 1^{er} mai 2020

La présente déclaration fait le point sur les arriérés extérieurs du Cameroun depuis la publication, le 28 avril 2020, du rapport des services du FMI relatif à la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide. Ces informations ne modifient pas l'orientation de l'évaluation effectuée par les services du FMI.

1. Comme l'indique le rapport des services du FMI, la totalité des arriérés n'a pas encore été apurée, notamment 1 279 millions de FCFA dus aux créanciers officiels. Toutefois, le Trésor a déjà transmis des ordres de paiement à la BEAC pour ces arriérés et la confirmation des paiements est attendue dans les prochains jours. Compte tenu de ces circonstances, les services du FMI jugent que la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide peut être approuvée conformément à la politique du FMI en matière d'arriérés.

**Déclaration de M. Raghani, administrateur pour le
Cameroun, et de M. N'Sonde, conseiller principal auprès de
l'administrateur pour le Cameroun
4 mai 2020**

Au nom des autorités camerounaises, que nous représentons, nous souhaitons remercier les services, la direction et le conseil d'administration du FMI de leur soutien constant au Cameroun, en particulier au cours de cette période difficile.

Alors que le gouvernement appliquait le programme appuyé par la FEC, le pays a été durement touché par la pandémie de la COVID-19 et par un choc sur les termes de l'échange. La croissance décélère du fait des mesures qu'il a fallu prendre pour contenir et atténuer les retombées, la situation budgétaire et extérieure se dégrade et les perspectives à court terme s'assombrissent. En outre, l'incertitude entourant la durée et la gravité de l'épidémie accentue les risques de dégradation.

Dans ce contexte, les autorités sollicitent une aide d'urgence du FMI, dans le cadre de la facilité de crédit rapide (FCR), d'un montant de 165,6 millions de DTS, soit 60 % de la quote-part, pour couvrir une partie des nouveaux besoins de financement urgents et importants. Contraintes de freiner la mise en œuvre de leur programme appuyé par la FEC pour faire face à la crise du coronavirus et à ses répercussions économiques, elles sollicitent également une prolongation de l'accord FEC, qui devait expirer en juin 2020, et un rééchelonnement de l'accès aux ressources du FMI.

Résultats économiques avant la pandémie de COVID-19

Dans un environnement difficile marqué par un ralentissement de la croissance et des échanges mondiaux, une situation délicate dans les deux régions anglophones du pays et les problèmes de la société nationale de raffinage pétrolier (SONARA), la croissance est ressortie à 3,9 % en 2019 (contre une projection initiale de 3,7 %) et il était prévu qu'elle reste du même ordre de grandeur à moyen terme. Des mesures ont été prises pour renforcer les amortisseurs budgétaires et extérieurs ainsi que pour stabiliser la dette publique : hausse des recettes non pétrolières, rétablissement de la viabilité financière de la SONARA et contribution à l'action régionale de rapatriement du produit des exportations. La solidité du secteur non pétrolier est de bon augure, sachant qu'il faut améliorer la résilience de l'économie compte tenu de la volatilité des prix du pétrole.

Incidence du double choc de la pandémie et de la baisse des prix des produits de base

Les effets de l'épidémie COVID-19 en dehors du Cameroun se faisaient déjà sentir avant que la maladie n'atteigne le pays : les échanges avec ses principaux partenaires commerciaux étaient perturbés en raison de la rupture des chaînes d'approvisionnement et

de la diminution de la demande extérieure, du tourisme et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Le premier cas de coronavirus a été découvert le 5 mars et la maladie s'est rapidement propagée depuis. Pour l'enrayer, les autorités ont pris des mesures énergiques, notamment la fermeture des frontières et l'interruption des vols internationaux (à l'exception des importations de biens de consommation ainsi que des produits et d'équipements essentiels) ; la fermeture des écoles, des bars et des restaurants ; l'annulation de tous les événements publics, dont la coupe d'Afrique des nations de football ; l'interdiction des grands rassemblements et la restriction de la circulation des personnes. En outre, en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé et avec son aide, les autorités ont élaboré un plan de prévention et de riposte pour détecter les cas de COVID-19 et réagir rapidement, dispenser des soins et des produits médicaux appropriés, ainsi que prévenir et maîtriser l'infection tout en sensibilisant la population. Au même moment, le Cameroun est durement pénalisé par l'effondrement des prix internationaux du pétrole, bien que son économie soit relativement diversifiée.

Du fait du double choc et des mesures d'endigement et d'atténuation qui ont été prises, il est désormais prévu que l'économie camerounaise entre en récession cette année ; le PIB réel devrait se contracter de 1,2 % au lieu d'augmenter de 3,8 % comme on l'anticipait lors de la dernière revue de l'accord FEC. Même si l'incertitude suscitée par la maladie fragilise les projections sur les finances publiques, le déficit budgétaire devrait beaucoup augmenter en raison d'une baisse des recettes intérieures équivalente à 1,3 point de PIB en 2020, alors que les dépenses totales bondiront afin de satisfaire les besoins considérables liés à la COVID-19. Cette dégradation des finances publiques est attendue malgré les efforts accomplis pour mieux maîtriser les dépenses et redéfinir les priorités en matière d'investissement.

Les besoins budgétaires supplémentaires qui en résultent sont estimés à 2,2 % du PIB. Sur le plan extérieur, le besoin de financement additionnel de la balance des paiements dû au creusement du déficit courant et au recul des entrées de capitaux non officiels s'élèvera à 2,8 % du PIB.

Riposte et demande d'une aide d'urgence

La priorité des autorités est d'enrayer la propagation de la pandémie et de remédier à ses conséquences humanitaires et économiques. Outre le plan de prévention et de riposte susmentionné, les mesures budgétaires ont notamment pour objectif d'améliorer les filets de sécurité sociale existants et d'aider les catégories vulnérables de la population ainsi que les entreprises touchées grâce à un moratoire des paiements. Parallèlement, les autorités s'efforcent d'ajuster leur action en fonction du choc sur les prix du pétrole et du choc de la pandémie en adoptant une politique budgétaire aussi prudente que possible. Elles envisagent d'atténuer les fortes pertes de recettes de 2020 en renforçant les administrations fiscale et douanière. À cette fin, elles comptent développer les services en ligne et les

paiements mobiles pour les contribuables, allonger les délais de paiement des entreprises touchées, effectuer un contrôle sur place, simplifier les procédures de dédouanement des biens essentiels et accroître les recettes en 2021 lorsque la crise se dissipera.

S'agissant des politiques monétaire et macro-financière, la BEAC (banque centrale régionale) a annoncé des mesures destinées à éviter des tensions sur la liquidité, afin de préserver la stabilité financière tout en sauvegardant la stabilité extérieure de l'union monétaire. Ces mesures comprennent la suspension des opérations d'absorption de liquidité ; l'assouplissement de la politique monétaire en réduisant le taux d'intérêt directeur et en resserrant le corridor des taux d'intérêt ; l'augmentation des apports de liquidités et la diversification des instruments financiers privés acceptés comme garanties pour se refinancer auprès de la banque centrale. Le comité de politique monétaire de la BEAC a également recommandé que la banque centrale réduise la décote des instruments utilisés pour les opérations de refinancement et accorde un moratoire d'un an sur les remboursements des États membres de la BEAC. Le comité a également encouragé la continuité des services financiers, notamment au moyen des DAB, de la banque à distance et de la réduction des commissions. La COBAC, organe de supervision régional, suit de près les effets du double choc sur la qualité des portefeuilles et la rentabilité des établissements financiers dans la CEMAC, car la capacité de remboursement des emprunteurs est moindre. En outre, la COBAC a recommandé aux établissements financiers une restructuration prudente et transparente des emprunts.

Pour appuyer ces efforts et satisfaire les besoins de financement urgents, les autorités camerounaises sollicitent un décaissement au titre de la FCR d'un montant équivalent à 60 % de la quote-part. Elles se conformeront strictement aux dispositions des procédures et des contrôles budgétaires figurant dans les lois nationales sur la transparence, la bonne gouvernance et la gestion des finances publiques afin de veiller à ce que ces fonds ne soient utilisés que pour enrayer la COVID-19 et atténuer ses conséquences économiques et financières.

La Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la France et la BDEAC (banque régionale de développement) offrent des concours financiers supplémentaires. L'aide d'urgence du FMI aidera aussi à mobiliser d'autres financements qui couvriront les besoins restants. Les autorités camerounaises cherchent déjà activement à en obtenir, notamment au titre du moratoire du G20 sur le service de la dette bilatérale en faveur de certains pays à faible revenu. En outre, elles sont déterminées à maintenir la viabilité de la dette. À cette fin, elles poursuivront une stratégie financière fondée sur les dons et les ressources concessionnelles.

Conclusion

La priorité absolue du Cameroun est de faire face à la crise sanitaire, à ses retombées économiques ainsi qu'à l'incidence du choc sur les termes de l'échange. À l'avenir, les autorités resteront déterminées à atteindre les objectifs de l'accord FEC, dont la mise en œuvre recommencera énergiquement lorsque la pandémie se dissipera, parallèlement au soutien à la reprise économique. Elles se réjouissent également de poursuivre leur collaboration avec le FMI au-delà de l'accord actuel.

À l'appui de leurs efforts immédiats face au double choc, les autorités comptent sur l'approbation par le conseil d'administration de leurs demandes d'une aide d'urgence au titre de la FCR, d'un prolongement de l'accord FEC en cours et d'un rééchelonnement de l'accès aux ressources dans le cadre de cet accord.